



RCS : MARSEILLE

Code greffe : 1303

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2010 B 04110

Numéro SIREN : 528 556 806

Nom ou dénomination : ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS

Ce dépôt a été enregistré le 06/09/2017 sous le numéro de dépôt 15912

15912

93 RPE

06/09/2017

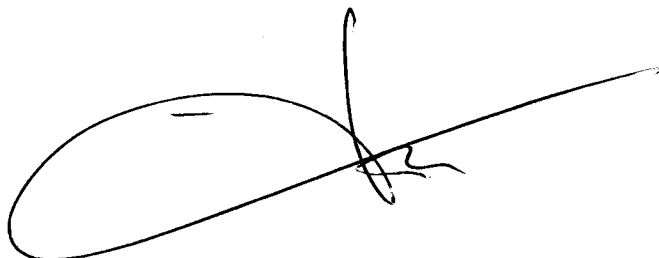
ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 8 321 020 EUROS
SIEGE SOCIAL : MARSEILLE (13016), LE PAUL CEZANNE
15 RUE DU DOCTEUR ZAMENHOF
L'ESTAQUE
528 556 806 RCS MARSEILLE

COMPTES CONSOLIDES ARRETES AU 31 MARS 2017

COPIE CERTIFIEE CONFORME

Monsieur Johann CHARRIER

Président



Bilan consolidé

ACTIF (K€)	Note n°	31/03/2017 (12 mois)	31/03/2016 (12 mois)
Ecart d'acquisition	4.1	3 493	3 913
Immobilisations incorporelles	4.2	121	239
Immobilisations corporelles	4.3	5 715	6 410
Immobilisations financières	4.5	491	482
Titres mis en équivalence		0	0
Actif immobilisé		9 819	11 045
Stocks et en-cours	4.6	3 842	4 816
Clients et comptes rattachés	4.7	42 852	24 907
Autres créances et comptes de régularisation	4.8	6 928	6 345
Impôts différés actifs	6.1	641	480
Valeurs mobilières de placement		746	2 512
Disponibilités	4.10	6 754	14 295
Actif circulant		61 763	53 355
Total de l'actif		71 582	64 400

PASSIF (K€)	Note n°	31/03/2017	31/03/2016
Capital	4.11	8 321	8 321
Primes		293	293
Réserves consolidées		6 988	5 941
Résultat consolidé		2 752	2 211
Capitaux propres (part du groupe)		18 354	16 766
Intérêts minoritaires		1 483	1 321
Autres fonds propres		0	0
Provisions pour risques et charges	4.12	1 719	1 581
Impôts différés passif	6.1	201	297
Provisions pour risques et charges	7.1.11	1 920	1 878
Emprunts et dettes financières	4.13	13 288	14 071
Fournisseurs et comptes rattachés	4.14	15 116	10 172
Autres dettes et comptes de régularisation	4.14	21 421	20 191
Dettes		49 825	44 435
Total du Passif		71 582	64 400

Compte de résultat consolidé

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Chiffre d'affaires	95 986	89 933
Autres produits d'exploitation	1 180	1 421
Achats consommés	-42 148	-39 113
Charges de personnel	-28 580	-25 586
Impôts et taxes	-1 531	-1 882
Autres charges d'exploitation	-18 536	-18 080
Dotations aux amortissements et aux provisions	-1 673	-1 391
Résultat d'exploitation	4 698	5 303
Résultat financier	-331	-477
Résultat courant des entreprises intégrées	4 367	4 826
Résultat exceptionnel	515	-85
Impôts sur les résultats	-1 615	-1 580
Résultat net des entreprises intégrées	3 267	3 160
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	0	0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	0	-673
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 267	2 487
Intérêts minoritaires	515	277
Résultat net (part du groupe)	2 752	2 211
Résultat par action	3,31	2,66
Résultat dilué par action	3,31	2,66

Tableau des flux de trésorerie

en K€		31/03/2017	31/03/2016
OPERATIONS D'EXPLOITATION	RESULTAT NET DES ENTREPRISE INTEGREES	3 267	3 160
	Amortissement des immobilisations	2 052	1 051
	Variation des provisions	155	-224
	Plus et moins values de cession	-1 099	17
	Impôts différés	-258	61
	Correction d'erreur		
	Subventions versées au résultat		
	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	4 117	4 065
	Ecart de conversion sur la CAF		
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	Variation des stocks	-540	-1 447
	Transferts de charges à répartir		
	Variation des créances d'exploitation	-21 264	6 719
	Variation des dettes d'exploitation	8 105	-2 208
	Variation nette exploitation	-13 699	3 064
	Variation nette hors exploitation		
	VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-13 699	3 064
	FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (A)	(9 582)	7 129
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	Décaissement sur acquisition d'immobilisations	-440	-584
	Variation des dettes et créances sur immobilisations		
	Encaissement sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	191	24
	Subventions d'investissement encaissées		
	Décaissement sur acquisition immobilisations financières	-40	-228
	Encaissement sur cession immobilisations financières	2 211	
	Incidence des variations de périmètre et changement méthodes de consolidation	70	-1 756
	Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	1 992	(2 544)
OPERATIONS DE FINANCEMENT	Augmentation de capital ou apports		
	Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-1 000	-499
	Dividendes versés aux minoritaires	-469	-184
	Variation de pourcentage d'intérêt - part des minoritaires	-40	33
	Financements divers	58	-10
	Encaissements provenant d'emprunts	3 088	6 159
	Remboursement d'emprunts	-1 798	-2 003
	Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(161)	3 496
	VARIATION DE TRESORERIE (A)+(B)+(C)	(7 751)	8 081
	Incidence des variations de taux de change	-7	28
	TRESORERIE A L'OUVERTURE (3)	31/03/2016	13 732
	TRESORERIE A LA CLOTURE (3)	31/03/2017	5 974

(*) La trésorerie exprimée ici correspond à sa définition restrictive :

+ Liquidités	7 500	16 807
- Découvert	-1 526	-3 076
Trésorerie Nette	5 974	13 732

Variation des capitaux propres consolidés

en K€	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 31/03/2015	8 321	293	5 626	786	15 026	990	16 016
Affectation du résultat de l'exercice précédent			786	-786	0		0
Résultat de l'exercice				2 211	2 211	277	2 487
Dividendes distribués			-499		-499	-184	-683
Variations du capital de l'entreprise consolidante					0		0
Augmentation de la quote part de mise en équivalence					0		0
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle					0		0
Variation des écarts de conversion			28		28		28
Entrées de périmètre					0	230	230
Variation du pourcentage d'intérêt					0	8	8
Solde au 31/03/2016	8 321	293	5 941	2 211	16 766	1 320	18 086
Affectation du résultat de l'exercice précédent			2 211	-2 211	0		0
Résultat de l'exercice				2 752	2 752	515	3 267
Dividendes distribués			-1 000		-1 000	-468	-1 468
Variations du capital de l'entreprise consolidante					0		0
Augmentation de la quote part de mise en équivalence					0		0
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle					0		0
Variation des écarts de conversion			-7		-7		-7
Entrées de périmètre					0		0
Variation du pourcentage d'intérêt			-157		-157	116	-41
Solde au 31/03/2017	8 321	293	6 988	2 752	18 354	1 483	19 838

Annexe aux comptes consolidés

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros

Sommaire de l'annexe aux comptes consolidés

1.	Faits majeurs	10
1.1.	Faits majeurs de l'exercice	10
1.2.	Evènements postérieurs à la clôture	11
2.	Activité(s) et périmètre	12
2.1.	Activité(s)	12
2.2.	Organigramme au 31 mars 2017	12
2.3.	Entités consolidées	13
2.4.	Entités exclues du périmètre de consolidation	14
2.5.	Date d'arrêté des comptes	15
2.6.	Variations de périmètre	17
2.7.	Sorties de périmètre	17
2.8.	Variation des pourcentages d'intérêts	18
2.9.	Changements de méthodes de consolidation	18
2.10.	Mouvements sur détention des titres	18
2.11.	Comparabilité des comptes	18
3.	Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation	20
3.1.	Référentiel comptable	20
3.2.	Modalités de consolidation	20
3.3.	Méthodes et règles d'évaluation	22
4.	Notes sur les postes du bilan	25
4.1.	Écarts d'acquisition	25
4.2.	Immobilisations incorporelles (hors écarts d'acquisition)	27
4.3.	Immobilisations corporelles	29
4.4.	Location financement	30
4.5.	Immobilisations financières	30
4.6.	Stocks et en-cours	31
4.7.	Clients et comptes rattachés	32
4.8.	Autres créances et comptes de régularisation	32
4.9.	Dépréciations sur actifs circulants	32
4.10.	Trésorerie active	33
4.11.	Composition du capital social	33
4.12.	Provisions pour risques et charges	33
4.13.	Emprunts et dettes financières	35
4.14.	Fournisseurs et autres dettes	35

5.	Postes du compte de résultat	37
5.1.	Ventilation du chiffre d'affaires	37
5.2.	Autres produits d'exploitation	37
5.3.	Achats consommés	37
5.4.	Autres charges d'exploitation	38
5.5.	Charges de personnel	38
5.6.	Dotations aux amortissements et provisions	38
5.7.	Résultat financier	39
5.8.	Résultat exceptionnel	40
6.	Impôt sur les sociétés	41
6.1.	Impôts différés	41
6.2.	Déficits fiscaux non activés	42
6.3.	Détail de la charge d'impôt sur les sociétés	42
6.4.	Preuve d'impôt	43
7.	Autres informations	44
7.1.	Engagements hors bilan	44
7.2.	Effectif moyen	44
8.	Informations sectorielles	45
8.1.	Ventilation des immobilisations	45
8.2.	Répartition du chiffre d'affaires	45
8.3.	Ventilation du résultat net (Part groupe)	45
9.	Parties liées	46
9.1.	Transactions	46
9.2.	Dirigeants	46

1. Faits majeurs

1.1. Faits majeurs de l'exercice

Achat de 10 % de la société TBAI :

La société PARLYM SAS, a racheté au cours de l'exercice 10 % des parts de TBAI à l'actionnaire minoritaire pour 85 K€.

Cette opération porte à 70 % le pourcentage de détention de la société TBAI par le groupe EFP.

Mouvements de titres :

Au cours de l'exercice, le groupe EFP a réalisé plusieurs opérations générant des mouvements de titres :

- Apport en mai 2016 de 10 % des parts de TCA à PARLYM MAURICIUS par un actionnaire minoritaire en échange de la souscription à une augmentation de capital réservée à ce même actionnaire dans la holding PARLYM MAURICIUS. Cette opération a permis à la société PARLYM MAURICIUS de détenir 100 % du capital de TCA. Par ailleurs, le groupe a été dilué dans la société PARLYM MAURICIUS.
- Cession de 9 % des titres DE VIRIS à un actionnaire minoritaire entraînant par la même une dilution du groupe dans la détention de cette société et de ses filiales.

Acquisition de trois sociétés :

Au cours de l'exercice, le groupe EFP a signé une transaction avec un autre groupe. La holding PARLYM MAURICIUS a apporté les titres TCA à la société TCM en échange de la souscription d'une augmentation de capital réservée et d'une soulte. Après cette opération, le groupe EFP détient 49 % du capital de TCM. Un pacte d'actionnaire ayant été signé, le sous-groupe TCM nouvellement constitué est dirigé en commun avec le second actionnaire. La société TCM détenait deux autres structures : TC KENYA et TC EA.

TC MAURICIUS :

Le groupe EFP détient 49 % du capital d'une nouvelle filiale TC MAURICIUS. L'opération a été réalisée le 23 juin 2016.

TC EA :

TC EA est entrée dans le périmètre via l'opération entre TCM et P. MAURICIUS. La société TCM avait acquis 100 % des parts de cette société le 9 mars 2016.

TC KENYA :

TC KENYA est entrée dans le périmètre via l'opération entre TCM et P. MAURICIUS. La société TCM avait acquis 99.80 % des parts de cette société en 2015.

Changement de méthode de consolidation pour les sociétés TCA, TCS et TCB :

Du fait de l'opération réalisée par le groupe EFP au cours de l'exercice, les sociétés TCA, TCS et TCB intégrées selon la méthode de l'intégration globale sur l'exercice précédent sont consolidées cette année selon la méthode de l'intégration proportionnelle à hauteur de 39 %.

1.2. Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

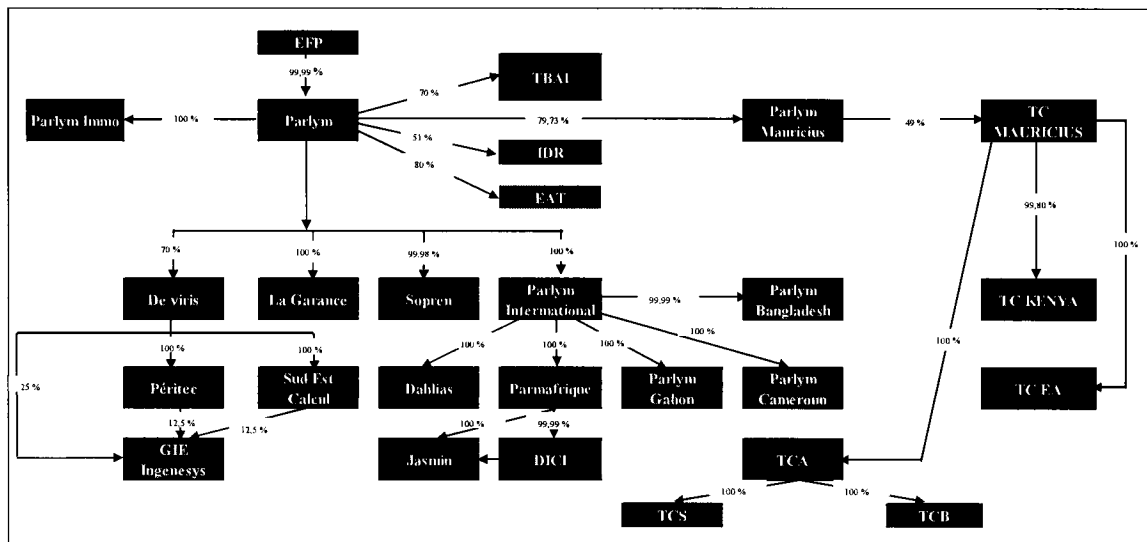
2. Activité(s) et périmètre

2.1. Activité(s)

L'activité du groupe s'articule autour de l'ingénierie et les études de projets industriels.

L'activité sectorielle du groupe est présentée en 8.1.

2.2. Organigramme au 31 mars 2017



2.3. Entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société et forme juridique	N° Siren	Méthode de consolidé 2017	Méthode de consolidé 2016	% contrôle 2017	% contrôle 2016	% intérêt 2017	% intérêt 2016
Engineering and Finance Partners (E F P)	528556806	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère
Parlym SAS	4001311160	Intégration globale	Intégration globale	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
Parlym International SAS	348497769	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Sopren SARL	317809630	Intégration globale	Intégration globale	99,98%	99,98%	99,97%	99,97%
Sud Est Calcul SARL	349372292	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	69,99%	78,99%
De Viris SAS	071803795	Intégration globale	Intégration globale	70,00%	79,00%	69,99%	78,99%
La Garance SCI	44339587	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,98%	99,98%
Parlym Immo	791956865	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Parmafrique		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Péritec SARL	488047390	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	69,99%	78,99%
GIE Ingenesys	504251620	Intégration globale	Intégration globale	50,00%	50,00%	34,99%	39,49%
Dici SCI		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,98%	99,98%
Dahlia SCI	518868013	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Jasmin		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Trouvay And Cauvin Afrique		Intégration proportionnelle	Intégration globale	100,00%	90,00%	39,06%	89,99%
Trouvay And Cauvin Sénégal		Intégration proportionnelle	Intégration globale	100,00%	100,00%	39,06%	89,99%
Parlym Gabon		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Parlym Bangladesh		Intégration globale	Intégration globale	99,99%	99,99%	99,98%	99,98%
Parlym Cameroun		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
TCB		Intégration proportionnelle	Intégration globale	100,00%	100,00%	39,06%	89,99%
TBAI	434385498	Intégration globale	Intégration globale	70,00%	60,00%	69,99%	59,99%
IDR	401010095	Intégration globale	Intégration globale	51,00%	51,00%	50,99%	50,99%
EAT	383195021	Intégration globale	Intégration globale	80,00%	80,00%	79,99%	79,99%
PARLYM MAURICIUS		Intégration globale	Intégration globale	79,73%	100,00%	79,72%	99,99%
TC MAURICIUS		Intégration proportionnelle		49,00%		39,06%	
TC KENYA		Intégration proportionnelle		99,80%		38,98%	
TC EA	439736869	Intégration proportionnelle		100,00%		39,06%	

2.4. Entités exclues du périmètre de consolidation

La société Elyse Technologie a été acquise en 2016. Le pourcentage de détention étant inférieur à 20 %, cette société n'entre pas dans le périmètre de consolidation.

2.5. Date d'arrêté des comptes

Société et forme juridique	N° Siren	Date de clôture	Exercices comptables retenus	Durées retenues	Note
Engeneering and Finance Partners (E F P)	528556806	31/03/2017	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	
Parlym SAS	4001311160	31/03/2017	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	
Parlym International SAS	348497769	31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
Sopren SARL	317809630	31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Sud Est Calcul SARL	349372292	31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
De Viris SAS	071803795	31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
La Garance SCI	44339587	31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Parlym Immo	791956865	31/03/2017	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	
Parmafrique		31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
Péritec SARL	488047390	31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
GIE Ingenesys	504251620	31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Dici SCI		31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Dahlia SCI	518868013	31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Jasmin		31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Trouvay And Cauvin Afrique		31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Trouvay And Cauvin Sénégal		31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Parlym Gabon		31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Parlym Bangladesh		31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Parlym Cameroun		31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
TCB		31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
TBAI	434385498	31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
IDR	401010095	31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
EAT	383195021	31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
PARLYM MAURICIUS		31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
TC MAURICIUS		31/12/2016	01/07/2016 au 31/12/2016	6 mois	3
TC KENYA		31/12/2016	01/07/2016 au 31/12/2016	6 mois	3
TC EA	439736869	31/12/2016	01/07/2016 au 31/12/2016	6 mois	3

Note :

(1) Le différentiel de date de clôture entre la SAS EFP (clôture 31 mars 2017) et les filiales ci-dessus a été appréhendé grâce à l'établissement d'une situation au 31 mars 2016 et au 31 mars 2017.

(2) Le bilan des sociétés ci-dessus a été intégré au 31 décembre 2016. Il n'y a pas eu d'événements significatifs entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2017.

(3) Les sociétés ont été intégrées du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2016. Les sociétés clôturent leurs comptes au 31 décembre 2016. Il n'y a pas eu d'événements significatifs entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2017.

2.6. Variations de périmètre

Comme mentionné précédemment, l'exercice clos le 31 mars 2017 a été caractérisé par les acquisitions suivantes :

TC MAURICIUS :

PARLYM MAURICIUS a pris 49 % du capital de TC MAURICIUS le 26 juin 2016. La société a été intégrée à partir du 1^{er} juillet 2016. L'écart d'acquisition dégagé sur l'opération s'élève à 135 K€ et est non amorti conformément à la nouvelle réglementation.

- Pas de chiffre d'affaires ;
- Résultat d'exploitation : - 11 K€ ;
- Résultat net : - 145 K€ ;
- Actif immobilisé : 198 K€ ;
- Emprunts bancaires : néant.

TC EA :

La société TC EA est entrée dans le périmètre de consolidation via l'acquisition de la société TCM. La société a été intégrée à partir du 1^{er} juillet 2016. L'écart d'acquisition dégagé sur l'opération s'élève à 79 K€ et est non amorti conformément à la nouvelle réglementation :

- Chiffre d'affaires : + 438 K€ ;
- Résultat d'exploitation : - 41 K€ ;
- Résultat net : - 103 K€ ;
- Actif immobilisé : 104 K€ ;
- Emprunts bancaires : 27 K€.

TC KENYA :

La société TC KENYA est entrée dans le périmètre de consolidation via l'acquisition de la société TCM. La société a été intégrée à partir du 1^{er} juillet 2016. L'écart d'acquisition dégagé sur l'opération s'élève à 383 K€ et est non amorti conformément à la nouvelle réglementation :

- Chiffre d'affaires : + 86 K€ ;
- Résultat d'exploitation : - 62 K€ ;
- Résultat net : - 432 K€ ;
- Actif immobilisé : 392 K€ ;
- Emprunts bancaires : néant.

2.7. Sorties de périmètre

Aucune sortie de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017.

2.8. Variation des pourcentages d'intérêts

Hors changement de périmètre, il y a eu les variations de pourcentages d'intérêts suivants :

- La cession de 9 % des titres de la société DE VIRIS. Le pourcentage de détention du groupe sur la société passe de 79 % à 70 %. Cette opération entraîne également une baisse du pourcentage d'intérêt sur les filiales PERITEC, SUD EST CALCUL et le GIE INGENESYS.
- L'opération d'apport des titres de la société TCA à la société TCM en échange de la souscription à l'augmentation de capital de cette dernière a entraîné une baisse du pourcentage d'intérêt des sociétés TCA, TCB et TCS. Par ailleurs, cette baisse du niveau de contrôle a entraîné un changement de méthode d'intégration de ces sociétés dans la consolidation du groupe EFP.

2.9. Changements de méthodes de consolidation

Comme mentionné précédemment, les entités TCA, TCB et TCS étaient intégrées globalement dans la consolidation de mars 2016. Suite à l'opération opérée par le groupe EFP, il y a eu un changement de contrôle concernant ces sociétés. Au 31 mars 2017, ces sociétés ne sont plus contrôlées exclusivement mais conjointement. La méthode d'intégration retenue est donc l'intégration proportionnelle à hauteur du nouveau pourcentage d'intérêt soit 39 %.

2.10. Mouvements sur détention des titres

Le mouvement sur la détention des titres est le suivant :

- La société PARLYM SAS, a racheté au cours de l'exercice 10 % des parts de TBAI au minoritaire pour 85 K€. Cette opération porte à 70 % le pourcentage de détention de la société TBAI.

2.11. Comparabilité des comptes

En K€	31/03/2017 total	31/03/2017 sociétés entrées	Sociétés non consolidées sur 12 mois en mars 2016	Impact changement méthode de consolidation	Sociétés hors entrées et variation de périmètre	31/03/2016
Chiffres d'affaires	96 280	524	0	4 341	100 096	89 933
Résultat d'exploitation	4 698	-114	-51	214	5 077	5 303
Résultat net (avant intérêts des minoritaires)	2 752	-680	39	131	3 524	2 211

Détail sociétés entrées

	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat net (avant intérêts des minoritaires)
TCM	0	-11	-145
TCEA	438	-41	-103
TCK	86	-62	-432
Total	524	-114	-680

Détail sociétés non consolidées sur 12 mois au 31-03-2017

	Durée retenue au 31-03-16	Chiffre d'affaires 03-2017	Chiffre d'affaires proratisé	Résultat d'exploitation 03-2017	Résultat d'exploitation proratisé	Résultat net 03-2017 (avant intérêts des minoritaires)	Résultat net proratisé (avant intérêts des minoritaires)
PARLYM MAURICIUS	2 mois	0	0	-61	-10	47	8
Total		0	0	-61	-10	47	8

Détail changement méthode de consolidation

	Chiffre d'affaires retraité 03-2017	Impact variation de taux	Résultat d'exploitation retraité 03-2017	Impact variation de taux	Résultat net retraité 03-2017 (avant intérêts des minoritaires)	Impact variation de taux	Impact sur l'endettement
TCA	5 588	3 405	489	298	328	200	-617
TCB	288	176	-156	-85	-117	-71	0
TCS	1 248	760	18	11	4	2	0
Total	7 124	4 341	351	214	215	131	-617

3. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

3.1. Référentiel comptable

Les comptes consolidés du groupe EFP sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n° 99.02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999, sont appliquées depuis le 1^{er} janvier 2000 ainsi que celles du règlement CRC 2005-10 du 26/12/2005 qui l'a actualisé.

Les principes et méthodes appliqués par le groupe EFP sont décrites dans les § 3.2 et suivants.

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis selon la méthode du taux de clôture.

3.2. Modalités de consolidation

3.2.1. Méthodes de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 31 décembre 2016 et 31 mars 2017 Cf. § 2.5. Toutes les participations significatives dans lesquelles les sociétés du Groupe EFP assurent le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le contrôle conjoint est exercé sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Aucune société n'est mise en équivalence.

Toutes les transactions importantes entre les sociétés consolidées sont éliminées.

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits "intérêts minoritaires" ;
- éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

L'intégration proportionnelle consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels ; aucun intérêt minoritaire n'est donc constaté ;
- Éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée proportionnellement et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement.

3.2.2. Élimination des opérations intragroupes

Conformément à la réglementation, les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminées dans les comptes consolidés.

3.2.3. Écarts d'acquisition

3.2.3.1. Notion d'écarts d'acquisition :

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- le coût d'acquisition des titres de participation ;
- la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits en provisions pour risques et charges et font l'objet de reprises sur une durée évaluée de la même manière que l'écart d'acquisition positif.

Conformément au règlement n° 99-02, § 2110, l'entreprise consolidante dispose d'un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert postérieurement à l'acquisition, au cours duquel elle peut procéder aux analyses et expertises nécessaires en vue de cette évaluation.

3.2.3.2. Amortissement ou dépréciation des écarts d'acquisition positifs

Pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 et suite à la modification du Code de commerce en juillet 2015 visant à transposer en droit français la directive comptable européenne de 2013, les nouveaux écarts d'acquisition ne sont plus amortis.

- Les écarts d'acquisition qui ont une durée d'utilisation **non limitée** :

- ne sont plus amortis ;
- en revanche, ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

- Les écarts d'acquisition qui ont une durée d'utilisation **limitée** :

- sont amortis sur cette durée ;
- en linéaire.

Les écarts d'acquisitions existants à l'ouverture et amortis sur les exercices antérieurs à 2016, peuvent faire l'objet d'un amortissement même postérieurement à l'exercice 2016.

Le groupe EFP, a choisi d'harmoniser la méthode de comptabilisation. Ainsi, l'ensemble des écarts d'acquisition ne sont plus amortis. Ils font l'objet chaque année d'un « impairment test » afin de justifier ou non d'une dépréciation.

Les amortissements qui auraient été pratiqués sur cet exercice concernant les écarts d'acquisition existant à l'ouverture se seraient élevés à 481 K€.

Les dépréciations comptabilisées sur l'exercice au titre de l'application de la nouvelle réglementation s'élève à 1 206 K€.

3.3. Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le Groupe EFP sont les suivants :

3.3.1. Application des méthodes préférentielles

L'application des 7 méthodes préférentielles du règlement CRC 99-02 est la suivante :

Application des méthodes préférentielles	OUI NON-N/A	Note
Comptabilisation des contrats de location-financement (1)	OUI	4.3.4
Provisionnement des prestations de retraites et assimilés	OUI	4.12.2
Etalement des frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt	N/A	N/A
Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif/passif	N/A	N/A
Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice	N/A	N/A
Comptabilisation à l'actif des coûts de développement	Non	N/A
Comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement	N/A	N/A

(1) Limite de matérialité = les biens financés par location-financement sont retraités lorsque leur valeur d'origine excède 30 k€.

3.3.2. Immobilisations incorporelles

3.3.2.1. Evaluation des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

3.3.2.2. Fonds commercial

Le Règlement 99-02 ne reconnaît pas les fonds commerciaux comme faisant partie des actifs identifiables. Ils sont intégrés dans l'écart d'acquisition.

3.3.2.3. Durées d'amortissement des immobilisations incorporelles

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles	Méthode	Durée
Brevets, licences	Linéaire	N/A
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 an

3.3.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les principales méthodes d'amortissement et durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Méthode	Durée
Constructions	Linéaire	20 ans
Agencements, aménagements des constructions	Linéaire	5 à 30 ans
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire	4 à 6 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

3.3.4. Contrats de location-financement

Les opérations significatives (à partir de 30 K€) réalisées au moyen d'un contrat de location-financement sont retraitées selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine au contrat. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités, et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte.

3.3.5. Immobilisations financières

Ce poste est essentiellement constitué de dépôts et cautionnements versés, n'ayant pas lieu d'être dépréciés.

Par ailleurs, il comprend des titres de participation dans une société non consolidée. Ceux-ci figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

3.3.6. Stocks et travaux en-cours

Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode CUMP : « Coût Unitaire Moyen Pondéré ».

Une dépréciation est comptabilisée en fonction de l'ancienneté du stock et de son niveau de rotation. Il est appliqué au prix d'achat un coefficient de dépréciation en fonction de ces critères.

3.3.7. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.3.8. Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires.

Une dépréciation est constituée lorsque le cours de bourse ou la valeur probable de réalisation sont inférieurs à la valeur d'achat.

3.3.9. Impôts sur les bénéfices

Conformément aux prescriptions du CRC n°99-02, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- de crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ;
- ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

A ce titre, les impôts différés n'ont pas été activés sur les sociétés EAT, TCEA, TCK et TCM.

Le groupe opte pour présenter le crédit d'impôt compétitivité en « Charges de personnel ».

Le CICE a permis de participer partiellement au financement des investissements pour la majorité de son montant.

Impact du changement futur de taux IS en France :

Nous avons estimé l'impact du changement futur du taux d'IS à 22 K€. Compte tenu de son montant non significatif, cet impact n'a pas été comptabilisé dans les comptes consolidés du groupe EFP.

3.3.10. Provisions pour risques et charges

Compte tenu de l'activité du groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Ces éléments sont principalement relatifs à des litiges ponctuels ou des impôts différés.

3.3.11. Méthodes de conversion des opérations en devise

Les opérations en devise sont converties selon la méthode du cours de clôture.

Les comptes de bilan sont convertis au cours de clôture. Les comptes de résultat sont convertis au taux moyen.

Les différences de conversions sont enregistrées en écart de conversion dans les capitaux propres.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

3.4. Changement de méthode

La suppression de l'amortissement des goodwill constitue un changement de méthode.

Cf. § 3.2.3.2

3.3.12. Engagements de retraite et prestations assimilés

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est dorénavant déterminé après la prise en compte de facteurs de rotation, mortalité et d'évolution des rémunérations.

La provision est comptabilisée directement dans les comptes sociaux de certaines sociétés du groupe (sociétés africaines).

Pour les autres sociétés du groupe, elle fait l'objet d'une comptabilisation en consolidation.

3.3.13. Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituelles distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

3.3.14. Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

4. Notes sur les postes du bilan

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

4.1. Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition portent sur les entités suivantes :

	en K€	Date d'acquisition	31/03/2016	Augmentation	Diminution	31/03/2017
Valeurs brutes	Ecarts d'acquisition transmis du groupe Parlym					
			374			374
	Groupe Parlym	2012 et 2014	2 138			2 138
	Groupe Parlym (usufruit)	2012 et 2014	293			293
	TCA	2012 et 2016	-125			-125
	DE VIRIS	2014	-9	71		62
	IDR	2014	709			709
	TBAI	2014 et 2016	134	53		187
	EAT	2015	2 428			2 428
	TCM	2016		136		136
	TCK	2016		383		383
	TC EA	2016		79		79
Total Ecarts d'acquisition Bruts			5 942	722		6 664
Amortissements et dépréciations	Ecarts d'acquisition transmis du groupe Parlym					
			374			374
	Groupe Parlym		1 061			1 061
	Groupe Parlym (usufruit)		163			163
	TCA		-61	-64		-125
	DE VIRIS		-9	-1		-10
	IDR		152			152
	TBAI		33			33
	EAT		318	610		928
	TCM			135		135
	TCK			383		383
	TC EA			79		79
Total Amortissements et dépréciations			2 032	1 142		3 173
Valeurs nettes	Ecarts d'acquisition transmis du groupe Parlym					
			1 077			1 077
	Groupe Parlym		130			130
	Groupe Parlym (usufruit)					
	TCA		-64	64		
	DE VIRIS			72		72
	IDR		557			557
	TBAI		101	53		154
	EAT		2 110	-610		1 500
	TCM			1		1
	TCK					
	TC EA					
Total Ecarts d'acquisition Nets			3 911	-420		3 491

Les méthodes de comptabilisation et de dépréciation des écarts d'acquisition sont décrites en § 3.2.1.

La hausse des écarts d'acquisition sur l'exercice est liée :

- Aux entrées de périmètre de TCM, TCK et TC EA entraînant la constatation d'écarts d'acquisition pour 597 K€ ;
- A l'acquisition de 10 % du capital de TBAI à un minoritaire entraînant un écart d'acquisition de 53 K€.
- Le reclassement du fonds de commerce de DE VIRIS de 72 K€ au titre de la nouvelle réglementation sur les écarts d'acquisition.

Par ailleurs, les dépréciations suivantes ont été constatées :

- L'écart d'acquisition concernant la société EAT a été déprécié à hauteur de 610 K€ sur l'exercice ;
- L'écart d'acquisition concernant la société TCM a été déprécié à hauteur de 135 K€ sur l'exercice ;
- L'écart d'acquisition concernant la société TC KENYA a été déprécié à hauteur de 383K€ sur l'exercice ;
- L'écart d'acquisition concernant la société TC EA a été déprécié à hauteur de 79 K€ sur l'exercice.

4.2. Immobilisations incorporelles (hors écarts d'acquisition)

en K€	31/03/2016	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/03/2017
Valeurs brutes						
Frais de recherche et développement						
Frais d'établissement	6	1			0	7
Concessions, brevets, marques	1 561	-56	135	119		1 520
Fonds de commerce	73				-72	0
Autres immobilisations incorporelles						
Avances et acomptes versés						
Total brut	1 639	-55	135	119	-72	1 528
Amort. & Dépréciations						
Frais de recherche et développement						
Frais d'établissement	0		1		0	1
Concessions, brevets, marques	1 399	-50	136	79		1 406
Fonds de commerce	1				-1	
Autres immobilisations incorporelles						
Avances et acomptes versés						
Total amort et dépréciations	1 400	-50	137	79	-1	1 407
Valeurs nettes						
Frais de recherche et développement						
Frais d'établissement	6	1	-1		0	6
Concessions, brevets, marques	162	-6	-1	40		114
Fonds de commerce	72				-72	0
Autres immobilisations incorporelles						
Avances et acomptes versés						
Total net	240	-5	-2	40	-71	121

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou de production.

4.2.1. Fonds de commerce

Ce poste comprend des fonds de commerce issus des comptes sociaux. Ils ne sont pas amortis en consolidation.

Si les fonds de commerce ne répondent pas à la définition d'un actif au sens du règlement 99-02, les fonds de commerce sont annulés en consolidation.

Le solde du compte « fonds de commerce » se décompose comme suit :

	en K€	31/03/2016	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/03/2017
Valeurs brutes	DE VIRIS	72				-72	
	-						
	-						
	Total brut	72				-72	
Amort. & Dépréciations	DE VIRIS						
	-						
	-						
	Total amort et dépréciations						
Valeurs nettes	DE VIRIS	72				-72	
	-						
	-						
	Total net	72				-72	

La réglementation concernant les fonds de commerce ayant été modifiée, il a été procédé au reclassement du fonds de commerce de DE VIRIS en écart d'acquisition.

4.2.2. Frais d'établissement

Les frais d'établissement inscrits dans les comptes sociaux sont annulés en consolidation.

4.3. Immobilisations corporelles

en K€	31/03/2016	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/03/2017
Terrains	797		0			797
Terrains en crédit-bail						
Constructions	5 155					5 155
Constructions en crédit-bail	772					772
Installations techniques, matériel et outillage	542	0	3	13	0	531
Installation, matériel et outillage en crédit-bail						
Autres immobilisations corporelles	3 734	-501	303	648	0	2 888
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes	178			4		174
Total brut	11 177	-501	306	665	0	10 317
Terrains						
Terrains en crédit-bail						
Constructions	1 243		275			1 518
Constructions en crédit-bail	495		17			512
Installations techniques, matériel et outillage	184	-55	45	10	0	165
Installation, matériel et outillage en crédit-bail						
Autres immobilisations corporelles	2 846	-282	436	591	0	2 409
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
Total amortissements et dépréciations	4 767	-336	773	601	0	4 603
Terrains	797		0			797
Terrains en crédit-bail						
Constructions	3 912		-275			3 637
Constructions en crédit-bail	277		-17			260
Installations techniques, matériel et outillage	358	55	-42	3	-1	366
Installation, matériel et outillage en crédit-bail						
Autres immobilisations corporelles	889	-220	-132	57	1	480
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes	178			4		174
Total net	6 410	-165	-467	64	0	5 714

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production, abstraction faite de toutes charges financières.

4.4. Location financement

Les crédits-bails immobiliers sont retraités. Les autres contrats de location financement ne le sont pas compte-tenu de leur caractère non significatif (Inférieur à 30 K€).

Immobilisations en crédit bail				
en K€	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette N	Valeur nette N-1
Terrains				
Constructions	772	-512	260	277
Installations, matériels et outillages				
Autres immobilisations corporelles				
Total	772	-512	260	277

4.5. Immobilisations financières

en K€	31/03/2016	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/03/2017
Valeurs brutes						
Titres de participations	0					0
Créances rattachées à des participations	0			0	0	0
Prêts	0		44	0	0	44
Autres immobilisations financières	485	-34	27	32	0	446
Total brut	485	-34	70	32	0	490
Dépréciations						
Titres de participations						
Créances rattachées à des participations						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Total dépréciations						
Valeurs nettes						
Titres de participations	0					0
Créances rattachées à des participations	0			0	0	0
Prêts	0		44	0	0	44
Autres immobilisations financières	485	-34	27	32	0	446
Total net	485	-34	70	32	0	490

Une dépréciation est susceptible d'être constatée lorsque la valeur d'inventaire des participations, prenant entre autre la quote-part d'actif net, devient inférieure à leur coût d'acquisition.

4.6. Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

	en K€	31/03/2016	Mouvement de périmètre	Variation	31/03/2017
Valeurs brutes	Matières premières				
	En-cours	2 079		465	2 544
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	3 002	-1 675	56	1 382
	Total brut	5 080	-1 675	521	3 926
Dépréciations	Matières premières				
	En-cours				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	265	-161	-19	85
	Total dépréciations	265	-161	-19	85
Valeurs nettes	Matières premières				
	En-cours	2 079		465	2 544
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	2 737	-1 514	74	1 297
	Total net	4 816	-1 514	539	3 841

Les travaux en cours sont principalement évalués au coût de revient direct selon la méthode de l'avancement. Les frais financiers et les coûts de structure ne sont pas intégrés dans la valorisation des en-cours. Seuls les coûts directs de production composés de sous-traitance technique, coûts salariaux de production et de déplacement des salariés, sont incorporés au coût de revient.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire des stocks devient inférieure à leur coût d'acquisition.

4.7. Clients et comptes rattachés

Les créances se décomposent, par échéance, de la manière suivante :

en K€	31/03/2017	Échéances		31/03/2016
		- 1 an	+ 1 an	
Créances clients et comptes rattachés	43 912	43 912		25 859
Dépréciations créances clients	-1 060	-1 060		-952
Créances clients et comptes rattachés nettes	42 852	42 852		24 907

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'inventaire tient compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

4.8. Autres créances et comptes de régularisation

en K€	Valeur Brute	Échéances		Dépréciation	Valeur Nette	Valeur nette N-1
		- 1 an	+ 1 an			
Avances et acomptes sur commandes	359	359			359	50
Autres créances	5 705	5 705			5 705	5 146
Charges constatées d'avance	864	864			864	1 148
Total Autres créances	6 928	6 928			6 928	6 344

Méthode de dépréciation des créances :

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4.9. Dépréciations sur actifs circulants

Les dépréciations de l'actif circulant se décomposent selon :

en K€	31/03/2016	Mouvements de périmètre	Dotations	Reprises	31/03/2017
Sur stocks	264	-161		19	84
Sur créances clients	952	-272	685	305	1 060
Sur autres créances					
Sur placements					
Total dépréciations actifs circulants	1 216	-433	685	324	1 144

4.10. Trésorerie active

Trésorerie				
en K€	Valeur Brute	Dépréciation	31/03/2017	31/03/2016
Valeurs mobilières de placement	746		746	2 512
Disponibilités	6 754		6 754	14 295
Total	7 500		7 500	16 807

4.11. Composition du capital social

Au 31 mars 2017, le capital social se compose de 832 102 actions d'une valeur nominale de 10 €. Il n'y a pas eu de mouvements au cours de l'exercice.

4.12. Provisions pour risques et charges

4.12.1. Récapitulatif

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

en K€	31/03/2016	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprise non utilisées	31/03/2017
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	1 095	14	290	27		1 372
Provisions pour grandes révisions						
Provisions pour restructuration						
Provisions pour litiges	324	-30	83	88		290
Provisions pour impôts						
Autres provisions pour risques et charges	161	1	7	111		58
Ecart d'acquisition négatifs						
Provisions impôts différés passif	297			97		200
Total	1 877	-15	381	323		1 920

- (1) L'impôt différé passif provient essentiellement de la dette d'impôt sur les survaleurs des constructions de La Garance.
- (2) Total dotation = 381 K€, dont 78 K€ en exploitation et 303 K€ en exceptionnel ;
- (3) Total reprise = 323 K€, dont 97 K€ d'impôts différés, 133 K€ en exploitation et 92 K€ en exceptionnel.

Elles sont composées essentiellement de provisions pour indemnité départ à la retraite et de provisions pour risque.

4.12.2. Indemnités de départ à la retraite et prestations assimilées

Concernant les régimes à cotisations définies, le groupe verse des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux chargés des régimes de retraite et de prévoyance.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés conformément à la recommandation ANC n°2013-02 « Engagements de retraite et avantages similaires » en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Les hypothèses d'évaluation sont les suivantes :

- Age de départ à la retraite : 67 ans plafonné à 60 ans pour les sociétés africaines ;
- Turn-over : estimé en fonction des statistiques de sorties de la DARES pour le secteur d'activité le plus proche ;
- Table de mortalité : INSEE TD 2004/2006 ;
- Taux actualisation :
 - 1.80 % pour les sociétés françaises clôturant au 31/12/2016 ;
 - 1.56 % pour les sociétés françaises clôturant au 31/03/2017 ;
 - 5.82 % pour les sociétés africaines ;
- Taux augmentation salaires : 1.5 % ;
- Convention collective : convention propre à chaque entité.

4.13. Emprunts et dettes financières

4.13.1. Nature et échéances des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

en K€	31/03/2016	31/03/2017	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 780	11 546	2 320	8 329	897
Emprunts issus de location-financement					
Total emprunts auprès des établissements et location financement	10 780	11 546	2 320	8 329	897
Dettes participation salariés					
Dettes financières diverses	208	149	149		
Total emprunts et dettes financières diverses	208	149	149		
Concours bancaires courants	3 076	1 526	1 526		
Intérêts courus	8	67	67		
Total concours bancaires courants et intérêts courus	3 084	1 593	1 593		
Total emprunts et dettes financières	14 071	13 288	4 062	8 329	897

4.13.2. Variation des emprunts et dettes financières

en K€	31/03/2016	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	31/03/2017
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 780	-507	3 033	1 760	11 546
Emprunts issus de location-financement					
Total emprunts auprès des établissements et location financement	10 780	-507	3 033	1 760	11 546
Dettes participation salariés					
Dettes financières diverses	208	-76	56	38	150
Total emprunts et dettes financières diverses	208	-76	56	38	150
Concours bancaires courants	3 076	-1 461		89	1 526
Intérêts courus	8	0	60	2	67
Total concours bancaires courants et intérêts courus	3 084	-1 461	60	91	1 592
Total	14 071	-2 044	3 149	1 889	13 288

4.14. Fournisseurs et autres dettes

Les autres passifs à court terme comprennent les éléments suivants :

en K€	31/03/2016	31/03/2017	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Fournisseurs	10 172	15 116	15 116	0	0

en K€	31/03/2016	31/03/2017	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Avances et acomptes reçus sur commande	253	550	550	0	0
Dettes fiscales et sociales	9 453	10 114	10 114	0	0
Fournisseurs d'immobilisation	80	80	80	0	0
Comptes-courants créditeurs	227	572	572	0	0
Dettes diverses	111	202	201	2	0
Produits constatés d'avance	10 067	9 903	9 903	0	0
Total	20 191	21 421	21 420	2	0

5. Postes du compte de résultat

5.1. Ventilation du chiffre d'affaires

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Holdings	7	97
SCI	222	92
Sociétés Activité France	41 754	35 858
Sociétés Activité International	54 002	53 886
	95 986	89 933

5.2. Autres produits d'exploitation

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Reprises amortissements et provisions d'exploitation	457	440
Subventions d'exploitation	0	0
Autres produits d'exploitation	36	90
Transferts de charges d'exploitation	407	301
Production stockée et immobilisée	279	591
Total	1 180	1 421

5.3. Achats consommés

Le montant des achats consommés peut être détaillé de la manière suivante :

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Achats de sous traitance	9 887	9 011
Achats non stocks, matériels et fournitures	662	655
Achats de marchandises et variation de stocks	31 599	29 447
Total	42 148	39 113

5.4. Autres charges d'exploitation

Le montant des autres charges d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Autres achats et charges externes	18 348	18 026
Autres charges	188	53
Total	18 536	18 080

5.5. Charges de personnel

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Rémunération de personnel	20 337	18 395
Charges sociales	7 946	7 191
Participation des salariés	296	0
Total	28 580	25 586

5.6. Dotations aux amortissements et provisions

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions figurant en résultat d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Dotations aux amortissements d'exploitation et charges à répartir	892	1 069
Dotations aux amortissement sur location financement	17	17
Dotations aux provisions d'exploitation	764	305
Total DAP exploitation	1 673	1 391

5.7. Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Produits financiers		
Autres produits de participation	0	
Revenus des créances et valeurs mobilières de placement	0	0
Gains de change	44	4
Reprises sur provisions et transferts de charges		64
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	7	
Autres produits financiers	35	30
Total Produits financiers	86	98
Charges financières		
Dotations aux provisions		36
Intérêts et charges assimilées	387	542
Pertes de change	20	8
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Autres charges financières	10	-10
Total Charges financières	417	575
Résultat financier	-331	-477

5.8. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose de la manière suivante :

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	917	20
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	0	3
Produits de cession d'éléments d'actifs incorporels		
Produits de cession d'éléments d'actifs corporels	191	24
Produits de cession d'éléments d'actifs financiers	2 211	6
Autres produits exceptionnels		
Reprises de provisions exceptionnelles	92	111
Transferts de charges exceptionnelles	39	
Total Produits exceptionnels	3 451	164
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	106	176
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	100	
VNC des immobilisations incorporelles cédées	1	
VNC des immobilisations corporelles cédées	102	41
VNC des immobilisations financières cédées	1 197	
Autres charges exceptionnelles	0	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	1 430	33
Total Charges exceptionnelles	2 935	249
Résultat exceptionnel	515	-85

Les produits de cession d'éléments d'actifs financiers s'élevant à 2 211 K€ correspondent aux cessions des titres consolidés de DE VIRIS et de TCA.

La VNC des immobilisations financières cédées s'élevant à 1 197 K€ se décompose comme suit :

- VNC des titres consolidés cédés dans le cadre des opérations sur les titres TCA et DE VIRIS : 1 176 K€ ;
- VNC diverses liées à des cessions de titres immobilisés non consolidés : 21 K€.

Les dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions comprennent les dépréciations des écarts d'acquisition pour 1 142 K€.

6. Impôt sur les sociétés

6.1. Impôts différés

6.1.1. Postes du bilan

La prise en compte d'imposition différée dans les comptes consolidés a eu, poste par poste, les incidences suivantes :

en K€	31/03/2017	31/03/2016	Variation
Impôts différés actif	641	480	161
Impôts différés passif	-201	-297	96
Impôts différés (position "nette")	440	183	257
Impact sur les réserves consolidées	183	244	-61
Impact sur le résultat consolidé	290	-61	351
Changement de méthode d'intégration	-33		-33
Impact sur les capitaux propres consolidés	441	183	257

Conformément aux prescriptions du CRC n°99.02, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- de crédits d'impôts et de reports déficitaires, dans la mesure où leur probabilité de récupération est forte.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

En application du règlement CRC n°99.02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

6.1.2. Ventilation par nature

Les impôts différés actif et passif s'analysent comme suit :

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Décalages temporaires	217	76
Reports fiscaux déficitaires	96	100
Frais d'acquisition de titres		
Indemnité de départ à la retraite	438	358
Total ID Actifs	751	533
Justes valeur actifs amortissables	-164	-178
Crédit Bail	-87	-92
Provisions réglementées	-60	-79
Total ID Passifs	-311	-350
Impôts différés après compensation		
Impôts différés actifs	641	480
Impôts différés passifs	-201	-297

6.2. Déficits fiscaux non activés

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ;
- ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les pertes fiscales reportables n'ont pas été activées pour les sociétés EAT, TCM, TCK et TCEA en raison de l'incertitude dans la récupération de ces déficits fiscaux.

6.3. Détail de la charge d'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les entités s'analyse de la façon suivante :

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Impôt exigible	1 905	1 519
Charges (produits) d'impôts différés	-290	61
Impôts sur les résultats	1 615	1 580

6.4. Preuve d'impôt

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Résultat net des sociétés intégrées (avant MEE et amorts EA)	3 267	3 160
Dont IS (1)	1 615	1 580
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	4 882	4 741
Impôt théorique au taux en vigueur (33.33%) (2)	1 627	1 580
Différence d'impôts (1) - (2)	-13	0
Décalages permanents	-409	0
Pertes non activées	479	370
Utilisation déficit antérieur non activé	-114	-101
Déficits fiscaux antérieurs nouvellement activés en N	0	0
Passage en perte de déficits antérieurs	0	0
Crédits impôts	-219	-227
Impact sociétés étrangères (taux local différent, différence d'impositif)	1	-59
Impact dépréciation des écarts d'acquisition	381	0
Retenue à la source	106	0
Plus value non imposable	-300	0
Autres décalages	62	17
Différence d'impôts	-13	0

7. Autres informations

7.1. Engagements hors bilan

7.1.1. Engagements donnés par la société mère EFP

EFP a emprunté 2 860 K€ à la Sté Générale. Un remboursement par annuité constante sur 7 ans est prévu de juillet 2012 à 2019 moyennant un intérêt au taux de l'EURIBOR 3 mois + 2.25 %.

A cet emprunt est assorti un SWAP de taux fixe à 4.83 % durant les 4 premières annuités.

Par ailleurs, cet emprunt est assorti de 3 covenants :

- Le ratio : dettes financières nettes consolidées / l'EBE consolidé ;
- Le ratio : dettes financières nettes consolidées / situation nette consolidée ;
- Le ratio : Cash Flow disponible consolidé / service de la dette consolidé.

Enfin un nantissement des titres de PARLYM SAS a été accordé en garantie de cet emprunt de 2 860 K€, ainsi qu'une délégation du contrat d'assurance « homme clé » en faveur de la banque à hauteur minimum de deux annuités en capital du prêt.

7.2. Effectif moyen

L'effectif moyen employé par les entreprises intégrées se décompose comme suit :

	31/03/2017	31/03/2016
Total	453	466
Dont entrée de périmètre	2	42

L'effectif des sociétés intégrées proportionnellement est proratisé en fonction du pourcentage d'intérêt.

8. Informations sectorielles

8.1. Ventilation des immobilisations

en K€	Actif immobilisé			
Zone géographique	31/03/2016		31/03/2017	
	K€	%	K€	%
Holdings	1 049	9%	1 014	10%
SCI	5 230	47%	4 919	50%
Sociétés Activité France	3 514	32%	2 977	30%
Sociétés Activité International	1 252	11%	909	9%
Total	11 045	100%	9 819	100%

8.2. Répartition du chiffre d'affaires

en K€	Chiffre d'affaires			
Zone géographique	31/03/2016		31/03/2017	
	K€	%	K€	%
Holdings	97	0%	7	0%
SCI	92	0%	222	0%
Sociétés Activité France	35 858	40%	41 754	44%
Sociétés Activité International	53 886	60%	54 002	56%
Total	89 933	100%	95 986	100%

8.3. Ventilation du résultat net (Part groupe)

en K€	Résultat net			
Zone géographique	31/03/2016		31/03/2017	
	K€	%	K€	%
Holdings	-241	-11%	439	16%
SCI	174	8%	322	12%
Sociétés Activité France	458	21%	586	21%
Sociétés Activité International	1 819	82%	1 406	51%
Total	2 211	100%	2 752	100%

9. Parties liées

9.1. Transactions

Aucune information n'est à communiquer dans la mesure où les transactions réalisées entre le Groupe consolidé et ses parties liées au sens d'IAS 24, sont soit exclues de la liste des transactions à mentionner (conventions intragroupe), soit conclues à des conditions normales de marché, soit concernent des opérations non significatives.

9.2. Dirigeants

Aucune information n'est communiquée sur la rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction. Elle aboutirait à communiquer un montant individuel.

9. Parties liées

9.1. Transactions

Aucune information n'est à communiquer dans la mesure où les transactions réalisées entre le Groupe consolidé et ses parties liées au sens d'IAS 24, sont soit exclues de la liste des transactions à mentionner (conventions intragroupe), soit conclues à des conditions normales de marché, soit concernent des opérations non significatives.

9.2. Dirigeants

Aucune information n'est communiquée sur la rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction. Elle aboutirait à communiquer un montant individuel.

8. Informations sectorielles

8.1. Ventilation des immobilisations

en K€	Actif immobilisé			
	31/03/2016		31/03/2017	
	K€	%	K€	%
Zone géographique				
Holdings	1 049	9%	1 014	10%
SCI	5 230	47%	4 919	50%
Sociétés Activité France	3 514	32%	2 977	30%
Sociétés Activité International	1 252	11%	909	9%
Total	11 045	100%	9 819	100%

8.2. Répartition du chiffre d'affaires

en K€	Chiffre d'affaires			
	31/03/2016		31/03/2017	
	K€	%	K€	%
Zone géographique				
Holdings	97	0%	7	0%
SCI	92	0%	222	0%
Sociétés Activité France	35 858	40%	41 754	44%
Sociétés Activité International	53 886	60%	54 002	56%
Total	89 933	100%	95 986	100%

8.3. Ventilation du résultat net (Part groupe)

en K€	Résultat net			
	31/03/2016		31/03/2017	
	K€	%	K€	%
Zone géographique				
Holdings	-241	-11%	439	16%
SCI	174	8%	322	12%
Sociétés Activité France	458	21%	586	21%
Sociétés Activité International	1 819	82%	1 406	51%
Total	2 211	100%	2 752	100%

7. Autres informations

7.1. Engagements hors bilan

7.1.1. Engagements donnés par la société mère EFP

EFP a emprunté 2 860 K€ à la Sté Générale. Un remboursement par annuité constante sur 7 ans est prévu de juillet 2012 à 2019 moyennant un intérêt au taux de l'EURIBOR 3 mois + 2.25 %.

A cet emprunt est assorti un SWAP de taux fixe à 4.83 % durant les 4 premières annuités.

Par ailleurs, cet emprunt est assorti de 3 covenants :

- Le ratio : dettes financières nettes consolidées / l'EBE consolidé ;
- Le ratio : dettes financières nettes consolidées / situation nette consolidée ;
- Le ratio : Cash Flow disponible consolidé / service de la dette consolidé.

Enfin un nantissement des titres de PARLYM SAS a été accordé en garantie de cet emprunt de 2 860 K€, ainsi qu'une délégation du contrat d'assurance « homme clé » en faveur de la banque à hauteur minimum de deux annuités en capital du prêt.

7.2. Effectif moyen

L'effectif moyen employé par les entreprises intégrées se décompose comme suit :

	31/03/2017	31/03/2016
Total	453	466
Dont entrée de périmètre	2	42

L'effectif des sociétés intégrées proportionnellement est proratisé en fonction du pourcentage d'intérêt.

6.4. Preuve d'impôt

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Résultat net des sociétés intégrées (avant MEE et amortis EA)	3 267	3 160
Dont IS (1)	1 615	1 580
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	4 882	4 741
Impôt théorique au taux en vigueur (33.33%) (2)	1 627	1 580
Différence d'impôts (1) - (2)	-13	0
Décalages permanents	-409	0
Pertes non activées	479	370
Utilisation déficit antérieur non activé	-114	-101
Déficits fiscaux antérieurs nouvellement activés en N	0	0
Passage en perte de déficits antérieurs	0	0
Crédits impôts	-219	-227
Impact sociétés étrangères (taux local différent, différence d'imposition)	1	-59
Impact dépréciation des écarts d'acquisition	381	0
Retenue à la source	106	0
Plus value non imposable	-300	0
Autres décalages	62	17
Différence d'impôts	-13	0

6.1.2. Ventilation par nature

Les impôts différés actif et passif s'analysent comme suit :

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Décalages temporaires	217	76
Reports fiscaux déficitaires	96	100
Frais d'acquisition de titres		
Indemnité de départ à la retraite	438	358
Total ID Actifs	751	533
Justes valeur actifs amortissables	-164	-178
Crédit Bail	-87	-92
Provisions réglementées	-60	-79
Total ID Passifs	-311	-350
Impôts différés après compensation		
Impôts différés actifs	641	480
Impôts différés passifs	-201	-297

6.2. Déficits fiscaux non activés

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ;
- ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les pertes fiscales reportables n'ont pas été activées pour les sociétés EAT, TCM, TCK et TCEA en raison de l'incertitude dans la récupération de ces déficits fiscaux.

6.3. Détail de la charge d'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les entités s'analyse de la façon suivante :

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Impôt exigible	1 905	1 519
Charges (produits) d'impôts différés	-290	61
Impôts sur les résultats	1 615	1 580

6. Impôt sur les sociétés

6.1. Impôts différés

6.1.1. Postes du bilan

La prise en compte d'imposition différée dans les comptes consolidés a eu, poste par poste, les incidences suivantes :

en K€	31/03/2017	31/03/2016	Variation
Impôts différés actif	641	480	161
Impôts différés passif	-201	-297	96
Impôts différés (position "nette")	440	183	257
Impact sur les réserves consolidées	183	244	-61
Impact sur le résultat consolidé	290	-61	351
Changement de méthode d'intégration	-33		-33
Impact sur les capitaux propres consolidés	441	183	257

Conformément aux prescriptions du CRC n°99.02, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- de crédits d'impôts et de reports déficitaires, dans la mesure où leur probabilité de récupération est forte.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

En application du règlement CRC n°99.02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Sylvain RIEU
Commissaire aux Comptes titulaire
91 Avenue de l'Arrousaire
84000 AVIGNON

Johan AZALBERT
Commissaire aux Comptes titulaire
26, boulevard Saint Roch - BP 278
84011 AVIGNON CEDEX 1

**Exemplaire
GREFFE**

Exercice clos le 31 mars 2017

ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS

Société par actions simplifiée au capital de 8 321 020 €
Siège social : 15 rue du Docteur Zamenhof - Le Paul Cézanne - L'Estaque
13016 MARSEILLE

RCS MARSEILLE 528 556 806

Ce rapport contient 44 pages

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 mars 2017

Aux associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2017, sur :

- ▶ le contrôle des comptes consolidés de la société ENGINEERING AND FINANCE PARTNERS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▶ la justification de nos appréciations ;
- ▶ la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre comité stratégique. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- ▶ Les acquisitions de filiales et mouvements de titres tel que décrit dans la note « Faits marquants » de l'annexe et leur impact comptable mentionné au paragraphe 2.9. ;
- ▶ Le changement de méthode comptable tel que mentionné au paragraphe 3.2.3.2. « Amortissement ou dépréciation des écarts d'acquisition positifs et son impact sur les comptes de l'exercice ».

2. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note 3.2.3.2. de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative aux écarts d'acquisition.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

Par ailleurs,

- ▶ Les écarts d'acquisition, dont le montant net figurant au bilan au 31 mars 2017 s'établit à 3 493 k€ font l'objet d'un test de dépréciation conformément à ce que mentionne la note 3.2.3.2. de l'annexe ;
- ▶ Le traitement du différentiel des dates de clôture avec certaines filiales tel que décrit dans la note 2.5. ;
- ▶ Le retraitement des contrats de crédits bails immobiliers tel que décrit dans la note 4.4 ;
- ▶ Le calcul des provisions pour indemnités de départ à la retraite tel que décrit dans la note 4.12.2.

Nous avons vérifié que, sur ces points, l'annexe des comptes donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

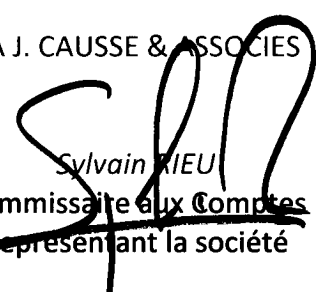
3. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

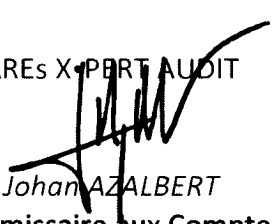
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Avignon, le 18 juillet 2017
Les Commissaires aux Comptes

SA J. CAUSSE & ASSOCIES


Sylvain RIEU
Commissaire aux Comptes
Représentant la société

AREs X-PERT AUDIT


Johan AZALBERT
Commissaire aux Comptes
Représentant la société

Bilan consolidé

ACTIF (K€)	Note n°	31/03/2017 (12 mois)	31/03/2016 (12 mois)
Ecart d'acquisition	4.1	3 493	3 913
Immobilisations incorporelles	4.2	121	239
Immobilisations corporelles	4.3	5 715	6 410
Immobilisations financières	4.5	491	482
Titres mis en équivalence		0	0
Actif immobilisé		9 819	11 045
Stocks et en-cours	4.6	3 842	4 816
Clients et comptes rattachés	4.7	42 852	24 907
Autres créances et comptes de régularisation	4.8	6 928	6 345
Impôts différés actifs	6.1	641	480
Valeurs mobilières de placement		746	2 512
Disponibilités	4.10	6 754	14 295
Actif circulant		61 763	53 355
Total de l'actif		71 582	64 400

PASSIF (K€)	Note n°	31/03/2017	31/03/2016
Capital	4.11	8 321	8 321
Primes		293	293
Réserves consolidées		6 988	5 941
Résultat consolidé		2 752	2 211
Capitaux propres (part du groupe)		18 354	16 766
Intérêts minoritaires		1 483	1 321
Autres fonds propres		0	0
Provisions pour risques et charges	4.12	1 719	1 581
Impôts différés passif	6.1	201	297
Provisions pour risques et charges	7.1.11	1 920	1 878
Emprunts et dettes financières	4.13	13 288	14 071
Fournisseurs et comptes rattachés	4.14	15 116	10 172
Autres dettes et comptes de régularisation	4.14	21 421	20 191
Dettes		49 825	44 435
Total du Passif		71 582	64 400

Compte de résultat consolidé

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Chiffre d'affaires	95 986	89 933
Autres produits d'exploitation	1 180	1 421
Achats consommés	-42 148	-39 113
Charges de personnel	-28 580	-25 586
Impôts et taxes	-1 531	-1 882
Autres charges d'exploitation	-18 536	-18 080
Dotations aux amortissements et aux provisions	-1 673	-1 391
Résultat d'exploitation	4 698	5 303
Résultat financier	-331	-477
Résultat courant des entreprises intégrées	4 367	4 826
Résultat exceptionnel	515	-85
Impôts sur les résultats	-1 615	-1 580
Résultat net des entreprises intégrées	3 267	3 160
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	0	0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	0	-673
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 267	2 487
Intérêts minoritaires	515	277
Résultat net (part du groupe)	2 752	2 211
Résultat par action	3,31	2,66
Résultat dilué par action	3,31	2,66

Tableau des flux de trésorerie

en K€		31/03/2017	31/03/2016
OPERATIONS D'EXPLOITATION	RESULTAT NET DES ENTREPRISE INTEGREES	3 267	3 160
	Amortissement des immobilisations	2 052	1 051
	Variation des provisions	155	-224
	Plus et moins values de cession	-1 099	17
	Impôts différés	-258	61
	Correction d'erreur		
	Subventions virées au résultat		
	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	4 117	4 065
	Ecart de conversion sur la CAF		
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	Variation des stocks	-540	-1 447
	Transferts de charges à répartir		
	Variation des créances d'exploitation	-21 264	6 719
	Variation des dettes d'exploitation	8 105	-2 208
	Variation nette exploitation	-13 699	3 064
	Variation nette hors exploitation		
	VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-13 699	3 064
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (A)		(9 582)	7 129
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	Décaissement sur acquisition d'immobilisations	-440	-584
	Variation des dettes et créances sur immobilisations		
	Encaissement sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	191	24
	Subventions d'investissement encaissées		
	Décaissement sur acquisition immobilisations financières	-40	-228
	Encaissement sur cession immobilisations financières	2 211	
	Incidence des variations de périmètre et changement méthodes de consolidation	70	-1 756
	Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	1 992	(2 544)
OPERATIONS DE FINANCEMENT	Augmentation de capital ou apports		
	Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-1 000	-499
	Dividendes versés aux minoritaires	-469	-184
	Variation de pourcentage d'intérêt - part des minoritaires	-40	33
	Financements divers	58	-10
	Encaissements provenant d'emprunts	3 088	6 159
	Remboursement d'emprunts	-1 798	-2 003
	Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(161)	3 496
VARIATION DE TRESORERIE (A)+(B)+(C)		(7 751)	8 081
Incidences des variations de taux de change		-7	28
TRESORERIE A L'OUVERTURE (3)		31/03/2016	13 732
TRESORERIE A LA CLOTURE (3)		31/03/2017	5 974
			13 732
(*) La trésorerie exprimée ici correspond à sa définition restrictive :			
		+ Liquidités	7 500
		- Découvert	-1 526
Trésorerie Nette		5 974	13 732

Variation des capitaux propres consolidés

en K€	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 31/03/2015	8 321	293	5 626	786	15 026	990	16 016
Affectation du résultat de l'exercice précédent			786	-786	0		0
Résultat de l'exercice				2 211	2 211	277	2 487
Dividendes distribués			-499		-499	-184	-683
Variations du capital de l'entreprise consolidante					0		0
Augmentation de la quote part de mise en équivalence					0		0
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle					0		0
Variation des écarts de conversion			28		28		28
Entrées de périmètre					0	230	230
Variation du pourcentage d'intérêt					0	8	8
Solde au 31/03/2016	8 321	293	5 941	2 211	16 766	1 320	18 086
Affectation du résultat de l'exercice précédent			2 211	-2 211	0		0
Résultat de l'exercice				2 752	2 752	515	3 267
Dividendes distribués			-1 000		-1 000	-468	-1 468
Variations du capital de l'entreprise consolidante					0		0
Augmentation de la quote part de mise en équivalence					0		0
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle					0		0
Variation des écarts de conversion			-7		-7		-7
Entrées de périmètre					0		0
Variation du pourcentage d'intérêt			-157		-157	116	-41
Solde au 31/03/2017	8 321	293	6 988	2 752	18 354	1 483	19 838

1. Faits majeurs

1.1. Faits majeurs de l'exercice

Achat de 10 % de la société TBAI :

La société PARLYM SAS, a racheté au cours de l'exercice 10 % des parts de TBAI à l'actionnaire minoritaire pour 85 K€.

Cette opération porte à 70 % le pourcentage de détention de la société TBAI par le groupe EFP.

Mouvements de titres :

Au cours de l'exercice, le groupe EFP a réalisé plusieurs opérations générant des mouvements de titres :

- Apport en mai 2016 de 10 % des parts de TCA à PARLYM MAURICIUS par un actionnaire minoritaire en échange de la souscription à une augmentation de capital réservée à ce même actionnaire dans la holding PARLYM MAURICIUS. Cette opération a permis à la société PARLYM MAURICIUS de détenir 100 % du capital de TCA. Par ailleurs, le groupe a été dilué dans la société PARLYM MAURICIUS.
- Cession de 9 % des titres DE VIRIS à un actionnaire minoritaire entraînant par la même une dilution du groupe dans la détention de cette société et de ses filiales.

Acquisition de trois sociétés :

Au cours de l'exercice, le groupe EFP a signé une transaction avec un autre groupe. La holding PARLYM MAURICIUS a apporté les titres TCA à la société TCM en échange de la souscription d'une augmentation de capital réservée et d'une soulte. Après cette opération, le groupe EFP détient 49 % du capital de TCM. Un pacte d'actionnaire ayant été signé, le sous-groupe TCM nouvellement constitué est dirigé en commun avec le second actionnaire. La société TCM détenait deux autres structures : TC KENYA et TC EA.

TC MAURICIUS :

Le groupe EFP détient 49 % du capital d'une nouvelle filiale TC MAURICIUS. L'opération a été réalisée le 23 juin 2016.

TC EA :

TC EA est entrée dans le périmètre via l'opération entre TCM et P. MAURICIUS. La société TCM avait acquis 100 % des parts de cette société le 9 mars 2016.

TC KENYA :

TC KENYA est entrée dans le périmètre via l'opération entre TCM et P. MAURICIUS. La société TCM avait acquis 99.80 % des parts de cette société en 2015.

Changement de méthode de consolidation pour les sociétés TCA, TCS et TCB :

Du fait de l'opération réalisée par le groupe EFP au cours de l'exercice, les sociétés TCA, TCS et TCB intégrées selon la méthode de l'intégration globale sur l'exercice précédent sont consolidées cette année selon la méthode de l'intégration proportionnelle à hauteur de 39 %.

1.2. Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

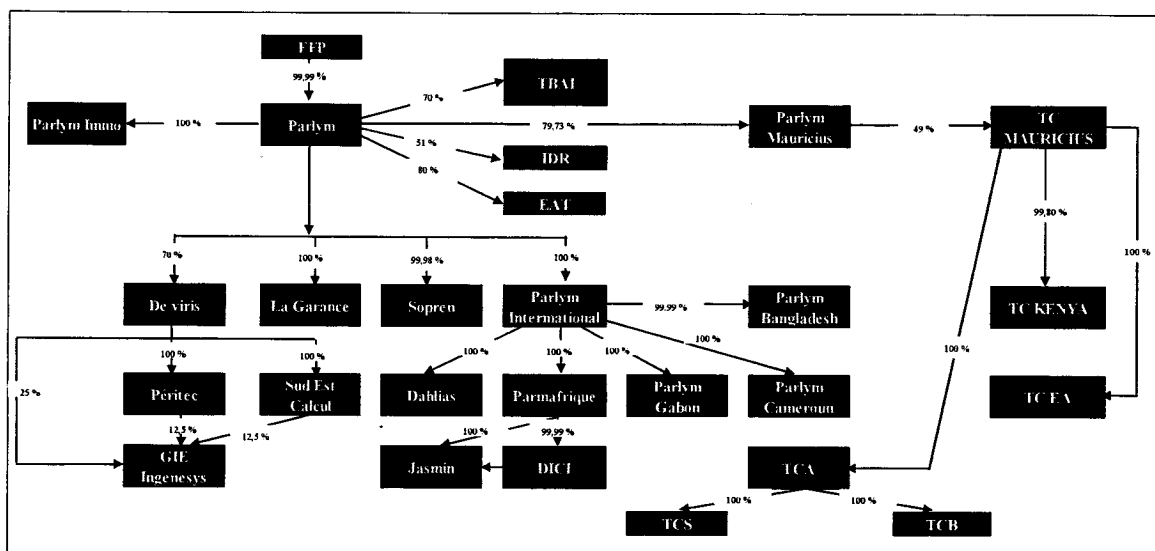
2. Activité(s) et périmètre

2.1. Activité(s)

L'activité du groupe s'articule autour de l'ingénierie et les études de projets industriels.

L'activité sectorielle du groupe est présentée en 8.1.

2.2. Organigramme au 31 mars 2017



2.3. Entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société et forme juridique	N° Siren	Méthode de consolidé 2017	Méthode de consolidé 2016	% contrôle 2017	% contrôle 2016	% intérêt 2017	% intérêt 2016
Engineering and Finance Partners (E F P)	528556806	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère
Parlym SAS	4001311160	Intégration globale	Intégration globale	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
Parlym International SAS	348497769	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Sopren SARL	317809630	Intégration globale	Intégration globale	99,98%	99,98%	99,97%	99,97%
Sud Est Calcul SARL	349372292	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	69,99%	78,99%
De Viris SAS	071803795	Intégration globale	Intégration globale	70,00%	79,00%	69,99%	78,99%
La Garance SCI	44339587	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,98%	99,98%
Parlym Immo	791956865	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Parmafrique		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Péritec SARL	488047390	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	69,99%	78,99%
GIE Ingenesys	504251620	Intégration globale	Intégration globale	50,00%	50,00%	34,99%	39,49%
Dici SCI		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,98%	99,98%
Dahlias SCI	518868013	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Jasmin		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Trouvay And Cauvin Afrique		Intégration proportionnelle	Intégration globale	100,00%	90,00%	39,06%	89,99%
Trouvay And Cauvin Sénégal		Intégration proportionnelle	Intégration globale	100,00%	100,00%	39,06%	89,99%
Parlym Gabon		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
Parlym Bangladesh		Intégration globale	Intégration globale	99,99%	99,99%	99,98%	99,98%
Parlym Cameroun		Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	99,99%	99,99%
TCB		Intégration proportionnelle	Intégration globale	100,00%	100,00%	39,06%	89,99%
TBAI	434385498	Intégration globale	Intégration globale	70,00%	60,00%	69,99%	59,99%
IDR	401010095	Intégration globale	Intégration globale	51,00%	51,00%	50,99%	50,99%
EAT	383195021	Intégration globale	Intégration globale	80,00%	80,00%	79,99%	79,99%
PARLYM MAURICIUS		Intégration globale	Intégration globale	79,73%	100,00%	79,72%	99,99%
TC MAURICIUS		Intégration proportionnelle		49,00%		39,06%	
TC KENYA		Intégration proportionnelle		99,80%		38,98%	
TC EA	439736869	Intégration proportionnelle		100,00%		39,06%	

2.4. Entités exclues du périmètre de consolidation

La société Elyse Technologie a été acquise en 2016. Le pourcentage de détention étant inférieur à 20 %, cette société n'entre pas dans le périmètre de consolidation.

2.5. Date d'arrêté des comptes

Société et forme juridique	N° Siren	Date de clôture	Exercices comptables retenus	Durées retenues	Note
Engineering and Finance Partners (E F P)	528556806	31/03/2017	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	
Parlym SAS	4001311160	31/03/2017	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	
Parlym International SAS	348497769	31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
Sopren SARL	317809630	31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Sud Est Calcul SARL	349372292	31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
De Viris SAS	071803795	31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
La Garantie SCI	44339587	31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Parlym Immo	791956865	31/03/2017	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	
Parmafrique		31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
Pérítec SARL	488047390	31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
GIE Ingenesys	504251620	31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Dici SCI		31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Dahlia SCI	518868013	31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Jasmin		31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Trouvay And Cauvin Afrique		31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Trouvay And Cauvin Sénégal		31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Parlym Gabon		31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Parlym Bangladesh		31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
Parlym Cameroun		31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
TCB		31/12/2016	01/01/2016 au 31/12/2016	12 mois	2
TBAI	434385498	31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
IDR	401010095	31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
EAT	383195021	31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
PARLYM MAURICIUS		31/12/2016	01/04/2016 au 31/03/2017	12 mois	1
TC MAURICIUS		31/12/2016	01/07/2016 au 31/12/2016	6 mois	3
TC KENYA		31/12/2016	01/07/2016 au 31/12/2016	6 mois	3
TC EA	439736869	31/12/2016	01/07/2016 au 31/12/2016	6 mois	3

Note :

(1) Le différentiel de date de clôture entre la SAS EFP (clôture 31 mars 2017) et les filiales ci-dessus a été appréhendé grâce à l'établissement d'une situation au 31 mars 2016 et au 31 mars 2017.

(2) Le bilan des sociétés ci-dessus a été intégré au 31 décembre 2016. Il n'y a pas eu d'événements significatifs entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2017.

(3) Les sociétés ont été intégrées du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2016. Les sociétés clôturent leurs comptes au 31 décembre 2016. Il n'y a pas eu d'événements significatifs entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2017.

2.6. Variations de périmètre

Comme mentionné précédemment, l'exercice clos le 31 mars 2017 a été caractérisé par les acquisitions suivantes :

TC MAURICIUS :

PARLYM MAURICIUS a pris 49 % du capital de TC MAURICIUS le 26 juin 2016. La société a été intégrée à partir du 1^{er} juillet 2016. L'écart d'acquisition dégagé sur l'opération s'élève à 135 K€ et est non amorti conformément à la nouvelle réglementation.

- Pas de chiffre d'affaires ;
- Résultat d'exploitation : - 11 K€ ;
- Résultat net : - 145 K€ ;
- Actif immobilisé : 198 K€ ;
- Emprunts bancaires : néant.

TC EA :

La société TC EA est entrée dans le périmètre de consolidation via l'acquisition de la société TCM. La société a été intégrée à partir du 1^{er} juillet 2016. L'écart d'acquisition dégagé sur l'opération s'élève à 79 K€ et est non amorti conformément à la nouvelle réglementation :

- Chiffre d'affaires : + 438 K€ ;
- Résultat d'exploitation : - 41 K€ ;
- Résultat net : - 103 K€ ;
- Actif immobilisé : 104 K€ ;
- Emprunts bancaires : 27 K€.

TC KENYA :

La société TC KENYA est entrée dans le périmètre de consolidation via l'acquisition de la société TCM. La société a été intégrée à partir du 1^{er} juillet 2016. L'écart d'acquisition dégagé sur l'opération s'élève à 383 K€ et est non amorti conformément à la nouvelle réglementation :

- Chiffre d'affaires : + 86 K€ ;
- Résultat d'exploitation : - 62 K€ ;
- Résultat net : - 432 K€ ;
- Actif immobilisé : 392 K€ ;
- Emprunts bancaires : néant.

2.7. Sorties de périmètre

Aucune sortie de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017.

2.8. Variation des pourcentages d'intérêts

Hors changement de périmètre, il y a eu les variations de pourcentages d'intérêts suivants :

- La cession de 9 % des titres de la société DE VIRIS. Le pourcentage de détention du groupe sur la société passe de 79 % à 70 %. Cette opération entraîne également une baisse du pourcentage d'intérêt sur les filiales PERITEC, SUD EST CALCUL et le GIE INGENESYS.
- L'opération d'apport des titres de la société TCA à la société TCM en échange de la souscription à l'augmentation de capital de cette dernière a entraîné une baisse du pourcentage d'intérêt des sociétés TCA, TCB et TCS. Par ailleurs, cette baisse du niveau de contrôle a entraîné un changement de méthode d'intégration de ces sociétés dans la consolidation du groupe EFP.

2.9. Changements de méthodes de consolidation

Comme mentionné précédemment, les entités TCA, TCB et TCS étaient intégrées globalement dans la consolidation de mars 2016. Suite à l'opération opérée par le groupe EFP, il y a eu un changement de contrôle concernant ces sociétés. Au 31 mars 2017, ces sociétés ne sont plus contrôlées exclusivement mais conjointement. La méthode d'intégration retenue est donc l'intégration proportionnelle à hauteur du nouveau pourcentage d'intérêt soit 39 %.

2.10. Mouvements sur détention des titres

Le mouvement sur la détention des titres est le suivant :

- La société PARLYM SAS, a racheté au cours de l'exercice 10 % des parts de TBAI au minoritaire pour 85 K€. Cette opération porte à 70 % le pourcentage de détention de la société TBAI.

2.11. Comparabilité des comptes

En K€	31/03/2017 total	31/03/2017 sociétés entrées	Sociétés non consolidées sur 12 mois en mars 2016	Impact changement méthode de consolidation	Sociétés hors entrées et variation de périmètre	31/03/2016
Chiffres d'affaires	96 280	524	0	4 341	100 096	89 933
Résultat d'exploitation	4 698	-114	-51	214	5 077	5 303
Résultat net (avant intérêts des minoritaires)	2 752	-680	39	131	3 524	2 211

Détail sociétés entrées			
	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat net (avant intérêts des minoritaires)
TCM	0	-11	-145
TCEA	438	-41	-103
TCK	86	-62	-432
Total	524	-114	-680

Détail sociétés non consolidées sur 12 mois au 31-03-2017							
	Durée retenue au 31-03-16	Chiffre d'affaires 03-2017	Chiffre d'affaires proratisé	Résultat d'exploitation 03-2017	Résultat d'exploitation proratisé	Résultat net 03-2017 (avant intérêts des minoritaires)	Résultat net proratisé (avant intérêts des minoritaires)
PARLYM MAURICIUS	2 mois	0	0	-61	-10	47	8
Total		0	0	-61	-10	47	8

Détail changement méthode de consolidation							
	Chiffre d'affaires retraité 03-2017	Impact variation de taux	Résultat d'exploitation retraité 03-2017	Impact variation de taux	Résultat net retraité 03-2017 (avant intérêts des minoritaires)	Impact variation de taux	Impact sur l'endettement
TCA	5 588	3 405	489	298	328	200	-617
TCB	288	176	-156	-95	-117	-71	0
TCS	1 248	760	18	11	4	2	0
Total	7 124	4 341	351	214	215	131	-617

3. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

3.1. Référentiel comptable

Les comptes consolidés du groupe EFP sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n° 99.02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999, sont appliquées depuis le 1^{er} janvier 2000 ainsi que celles du règlement CRC 2005-10 du 26/12/2005 qui l'a actualisé.

Les principes et méthodes appliqués par le groupe EFP sont décrites dans les § 3.2 et suivants.

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis selon la méthode du taux de clôture.

3.2. Modalités de consolidation

3.2.1. Méthodes de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 31 décembre 2016 et 31 mars 2017 Cf. § 2.5. Toutes les participations significatives dans lesquelles les sociétés du Groupe EFP assurent le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le contrôle conjoint est exercé sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Aucune société n'est mise en équivalence.

Toutes les transactions importantes entre les sociétés consolidées sont éliminées.

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits "intérêts minoritaires" ;
- éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

L'intégration proportionnelle consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels ; aucun intérêt minoritaire n'est donc constaté ;
- Éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée proportionnellement et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement.

3.2.2. Élimination des opérations intragroupes

Conformément à la réglementation, les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminées dans les comptes consolidés.

3.2.3. Ecarts d'acquisition

3.2.3.1. Notion d'écarts d'acquisition :

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- le coût d'acquisition des titres de participation ;
- la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits en provisions pour risques et charges et font l'objet de reprises sur une durée évaluée de la même manière que l'écart d'acquisition positif.

Conformément au règlement n° 99-02, § 2110, l'entreprise consolidante dispose d'un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert postérieurement à l'acquisition, au cours duquel elle peut procéder aux analyses et expertises nécessaires en vue de cette évaluation.

3.2.3.2. Amortissement ou dépréciation des écarts d'acquisition positifs

Pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 et suite à la modification du Code de commerce en juillet 2015 visant à transposer en droit français la directive comptable européenne de 2013, les nouveaux écarts d'acquisition ne sont plus amortis.

- Les écarts d'acquisition qui ont une durée d'utilisation **non limitée** :

- ne sont plus amortis ;
- en revanche, ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

- Les écarts d'acquisition qui ont une durée d'utilisation **limitée** :

- sont amortis sur cette durée ;
- en linéaire.

Les écarts d'acquisitions existants à l'ouverture et amortis sur les exercices antérieurs à 2016, peuvent faire l'objet d'un amortissement même postérieurement à l'exercice 2016.

Le groupe EFP, a choisi d'harmoniser la méthode de comptabilisation. Ainsi, l'ensemble des écarts d'acquisition ne sont plus amortis. Ils font l'objet chaque année d'un « impairment test » afin de justifier ou non d'une dépréciation.

Les amortissements qui auraient été pratiqués sur cet exercice concernant les écarts d'acquisition existant à l'ouverture se seraient élevés à 481 K€.

Les dépréciations comptabilisées sur l'exercice au titre de l'application de la nouvelle réglementation s'élève à 1 206 K€.

3.3. Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le Groupe EFP sont les suivants :

3.3.1. Application des méthodes préférentielles

L'application des 7 méthodes préférentielles du règlement CRC 99-02 est la suivante :

Application des méthodes préférentielles	OUI NON-N/A	Note
Comptabilisation des contrats de location-financement (1)	OUI	4.3.4
Provisionnement des prestations de retraites et assimilés	OUI	4.12.2
Étalement des frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt	N/A	N/A
Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif/passif	N/A	N/A
Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice	N/A	N/A
Comptabilisation à l'actif des coûts de développement	Non	N/A
Comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement	N/A	N/A

(1) Limite de matérialité = les biens financés par location-financement sont retraités lorsque leur valeur d'origine excède 30 k€.

3.3.2. Immobilisations incorporelles

3.3.2.1. Évaluation des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

3.3.2.2. Fonds commercial

Le Règlement 99-02 ne reconnaît pas les fonds commerciaux comme faisant partie des actifs identifiables. Ils sont intégrés dans l'écart d'acquisition.

3.3.2.3. Durées d'amortissement des immobilisations incorporelles

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles	Méthode	Durée
Brevets, licences	Linéaire	N/A
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 an

3.3.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les principales méthodes d'amortissement et durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Méthode	Durée
Constructions	Linéaire	20 ans
Agencements, aménagements des constructions	Linéaire	5 à 30 ans
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire	4 à 6 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

3.3.4. Contrats de location-financement

Les opérations significatives (à partir de 30 K€) réalisées au moyen d'un contrat de location-financement sont retraitées selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine au contrat. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités, et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte.

3.3.5. Immobilisations financières

Ce poste est essentiellement constitué de dépôts et cautionnements versés, n'ayant pas lieu d'être dépréciés.

Par ailleurs, il comprend des titres de participation dans une société non consolidée. Ceux-ci figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

3.3.6. Stocks et travaux en-cours

Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode CUMP : « Coût Unitaire Moyen Pondéré ».

Une dépréciation est comptabilisée en fonction de l'ancienneté du stock et de son niveau de rotation. Il est appliqué au prix d'achat un coefficient de dépréciation en fonction de ces critères.

3.3.7. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.3.8. Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires.

Une dépréciation est constituée lorsque le cours de bourse ou la valeur probable de réalisation sont inférieurs à la valeur d'achat.

3.3.9. Impôts sur les bénéfices

Conformément aux prescriptions du CRC n°99-02, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- de crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ;
- ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

A ce titre, les impôts différés n'ont pas été activés sur les sociétés EAT, TCEA, TCK et TCM.

Le groupe opte pour présenter le crédit d'impôt compétitivité en « Charges de personnel ».

Le CICE a permis de participer partiellement au financement des investissements pour la majorité de son montant.

Impact du changement futur de taux IS en France :

Nous avons estimé l'impact du changement futur du taux d'IS à 22 K€. Compte tenu de son montant non significatif, cet impact n'a pas été comptabilisé dans les comptes consolidés du groupe EFP.

3.3.10. Provisions pour risques et charges

Compte tenu de l'activité du groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Ces éléments sont principalement relatifs à des litiges ponctuels ou des impôts différés.

3.3.11. Méthodes de conversion des opérations en devise

Les opérations en devise sont converties selon la méthode du cours de clôture.

Les comptes de bilan sont convertis au cours de clôture. Les comptes de résultat sont convertis au taux moyen.

Les différences de conversions sont enregistrées en écart de conversion dans les capitaux propres.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

3.4. Changement de méthode

La suppression de l'amortissement des goodwill constitue un changement de méthode.

Cf. § 3.2.3.2

3.3.12. Engagements de retraite et prestations assimilés

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est dorénavant déterminé après la prise en compte de facteurs de rotation, mortalité et d'évolution des rémunérations.

La provision est comptabilisée directement dans les comptes sociaux de certaines sociétés du groupe (sociétés africaines).

Pour les autres sociétés du groupe, elle fait l'objet d'une comptabilisation en consolidation.

3.3.13. Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituelles distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

3.3.14. Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

4. Notes sur les postes du bilan

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

4.1. Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition portent sur les entités suivantes :

	en K€	Date d'acquisition	31/03/2016	Augmentation	Diminution	31/03/2017
Valeurs brutes	Ecart d'acquisition transmis du groupe Parlym					
			374			374
	Groupe Parlym	2012 et 2014	2 138			2 138
	Groupe Parlym (usufruit)	2012 et 2014	293			293
	TCA	2012 et 2016	-125			-125
	DE VIRIS	2014	-9	71		62
	IDR	2014	709			709
	TBAI	2014 et 2016	134	53		187
	EAT	2015	2 428			2 428
	TCM	2016		136		136
	TCK	2016		383		383
	TC EA	2016		79		79
Total Ecart d'acquisition Bruts			5 942	722		6 664
Amortissements et dépréciations	Ecart d'acquisition transmis du groupe Parlym					
			374			374
	Groupe Parlym		1 061			1 061
	Groupe Parlym (usufruit)		163			163
	TCA		-61	-64		-125
	DE VIRIS		-9	-1		-10
	IDR		152			152
	TBAI		33			33
	EAT		318	610		928
	TCM			135		135
	TCK			383		383
	TC EA			79		79
Total Amortissements et dépréciations			2 032	1 142		3 173
Valeurs nettes	Ecart d'acquisition transmis du groupe Parlym					
	Groupe Parlym		1 077			1 077
	Groupe Parlym (usufruit)		130			130
	TCA		-64	64		
	DE VIRIS			72		72
	IDR		557			557
	TBAI		101	53		154
	EAT		2 110	-610		1 500
	TCM			1		1
	TCK					
	TC EA					
Total Ecart d'acquisition Nets			3 911	-420		3 491

Les méthodes de comptabilisation et de dépréciation des écarts d'acquisition sont décrites en § 3.2.1.

La hausse des écarts d'acquisition sur l'exercice est liée :

- Aux entrées de périmètre de TCM, TCK et TC EA entraînant la constatation d'écarts d'acquisition pour 597 K€ ;
- A l'acquisition de 10 % du capital de TBAI à un minoritaire entraînant un écart d'acquisition de 53 K€.
- Le reclassement du fonds de commerce de DE VIRIS de 72 K€ au titre de la nouvelle réglementation sur les écarts d'acquisition.

Par ailleurs, les dépréciations suivantes ont été constatées :

- L'écart d'acquisition concernant la société EAT a été déprécié à hauteur de 610 K€ sur l'exercice ;
- L'écart d'acquisition concernant la société TCM a été déprécié à hauteur de 135 K€ sur l'exercice ;
- L'écart d'acquisition concernant la société TC KENYA a été déprécié à hauteur de 383K€ sur l'exercice ;
- L'écart d'acquisition concernant la société TC EA a été déprécié à hauteur de 79 K€ sur l'exercice.

4.2. Immobilisations incorporelles (hors écarts d'acquisition)

	en K€	31/03/2016	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/03/2017
Valeurs brutes	Frais de recherche et développement						
	Frais d'établissement	6	1			0	7
	Concessions, brevets, marques	1 561	-56	135	119		1 520
	Fonds de commerce	73				-72	0
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes versés						
	Total brut	1 639	-55	135	119	-72	1 528
Amort. & Dépréciations	Frais de recherche et développement						
	Frais d'établissement	0		1		0	1
	Concessions, brevets, marques	1 399	-50	136	79		1 406
	Fonds de commerce	1				-1	
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes versés						
	Total amort et dépréciations	1 400	-50	137	79	-1	1 407
Valeurs nettes	Frais de recherche et développement						
	Frais d'établissement	6	1	-1		0	6
	Concessions, brevets, marques	162	-6	-1	40		114
	Fonds de commerce	72				-72	0
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes versés						
	Total net	240	-5	-2	40	-71	121

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou de production.

4.2.1. Fonds de commerce

Ce poste comprend des fonds de commerce issus des comptes sociaux. Ils ne sont pas amortis en consolidation.

Si les fonds de commerce ne répondent pas à la définition d'un actif au sens du règlement 99-02, les fonds de commerce sont annulés en consolidation.

Le solde du compte « fonds de commerce » se décompose comme suit :

en K€		31/03/2016	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/03/2017
Valeurs brutes	DE VIRIS	72				-72	
	-						
	-						
	Total brut	72				-72	
Amort. & Dépréciations	DE VIRIS						
	-						
	-						
	Total amort et dépréciations						
Valeurs nettes	DE VIRIS	72				-72	
	-						
	-						
	Total net	72				-72	

La réglementation concernant les fonds de commerce ayant été modifiée, il a été procédé au reclassement du fonds de commerce de DE VIRIS en écart d'acquisition.

4.2.2. Frais d'établissement

Les frais d'établissement inscrits dans les comptes sociaux sont annulés en consolidation.

4.3. Immobilisations corporelles

en K€	31/03/2016	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/03/2017
Terrains	797		0			797
Terrains en crédit-bail						
Constructions	5 155					5 155
Constructions en crédit-bail	772					772
Installations techniques, matériel et outillage	542	0	3	13	0	531
Installation, matériel et outillage en crédit-bail						
Autres immobilisations corporelles	3 734	-501	303	648	0	2 888
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes	178			4		174
Total brut	11 177	-501	306	665	0	10 317
Terrains						
Terrains en crédit-bail						
Constructions	1 243		275			1 518
Constructions en crédit-bail	495		17			512
Installations techniques, matériel et outillage	184	-55	45	10	0	165
Installation, matériel et outillage en crédit-bail						
Autres immobilisations corporelles	2 846	-282	436	591	0	2 409
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
Total amortissements et dépréciations	4 767	-336	773	601	0	4 603
Terrains	797		0			797
Terrains en crédit-bail						
Constructions	3 912		-275			3 637
Constructions en crédit-bail	277		-17			260
Installations techniques, matériel et outillage	358	55	-42	3	-1	366
Installation, matériel et outillage en crédit-bail						
Autres immobilisations corporelles	889	-220	-132	57	1	480
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes	178			4		174
Total net	6 410	-165	-467	64	0	5 714

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production, abstraction faite de toutes charges financières.

4.4. Location financement

Les crédits-bails immobiliers sont retraités. Les autres contrats de location financement ne le sont pas compte-tenu de leur caractère non significatif (Inférieur à 30 K€).

Immobilisations en crédit bail				
en K€	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette N	Valeur nette N-1
Terrains				
Constructions	772	-512	260	277
Installations, matériels et outillages				
Autres immobilisations corporelles				
Total	772	-512	260	277

4.5. Immobilisations financières

en K€	31/03/2016	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/03/2017
Valeurs brutes						
Titres de participations	0					0
Créances rattachées à des participations	0			0	0	0
Prêts	0		44	0	0	44
Autres immobilisations financières	485	-34	27	32	0	446
Total brut	485	-34	70	32	0	490
Dépréciations						
Titres de participations						
Créances rattachées à des participations						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Total dépréciations						
Valeurs nettes						
Titres de participations	0					0
Créances rattachées à des participations	0			0	0	0
Prêts	0		44	0	0	44
Autres immobilisations financières	485	-34	27	32	0	446
Total net	485	-34	70	32	0	490

Une dépréciation est susceptible d'être constatée lorsque la valeur d'inventaire des participations, prenant entre autre la quote-part d'actif net, devient inférieure à leur coût d'acquisition.

4.6. Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

	en K€	31/03/2016	Mouvement de périmètre	Variation	31/03/2017
Valeurs brutes	Matières premières				
	En-cours	2 079		465	2 544
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	3 002	-1 675	56	1 382
	Total brut	5 080	-1 675	521	3 926
Dépréciations	Matières premières				
	En-cours				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	265	-161	-19	85
	Total dépréciations	265	-161	-19	85
Valeurs nettes	Matières premières				
	En-cours	2 079		465	2 544
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	2 737	-1 514	74	1 297
	Total net	4 816	-1 514	539	3 841

Les travaux en cours sont principalement évalués au coût de revient direct selon la méthode de l'avancement. Les frais financiers et les coûts de structure ne sont pas intégrés dans la valorisation des en-cours. Seuls les coûts directs de production composés de sous-traitance technique, coûts salariaux de production et de déplacement des salariés, sont incorporés au coût de revient.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire des stocks devient inférieure à leur coût d'acquisition.

4.7. Clients et comptes rattachés

Les créances se décomposent, par échéance, de la manière suivante :

en K€	31/03/2017	Échéances		31/03/2016
		- 1 an	+ 1 an	
Créances clients et comptes rattachés	43 912	43 912		25 859
Dépréciations créances clients	-1 060	-1 060		-952
Créances clients et comptes rattachés nettes	42 852	42 852		24 907

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'inventaire tient compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

4.8. Autres créances et comptes de régularisation

en K€	Valeur Brute	Échéances		Dépréciation	Valeur Nette	Valeur nette N-1
		- 1 an	+ 1 an			
Avances et acomptes sur commandes	359	359			359	50
Autres créances	5 705	5 705			5 705	5 146
Charges constatées d'avance	864	864			864	1 148
Total Autres créances	6 928	6 928			6 928	6 344

Méthode de dépréciation des créances :

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4.9. Dépréciations sur actifs circulants

Les dépréciations de l'actif circulant se décomposent selon :

en K€	31/03/2016	Mouvements de périmètre	Dotations	Reprises	31/03/2017
Sur stocks	264	-161		19	84
Sur créances clients	952	-272	685	305	1 060
Sur autres créances					
Sur placements					
Total dépréciations actifs circulants	1 216	-433	685	324	1 144

4.10. Trésorerie active

Trésorerie				
en K€	Valeur Brute	Dépréciation	31/03/2017	31/03/2016
Valeurs mobilières de placement	746		746	2 512
Disponibilités	6 754		6 754	14 295
Total	7 500		7 500	16 807

4.11. Composition du capital social

Au 31 mars 2017, le capital social se compose de 832 102 actions d'une valeur nominale de 10 €. Il n'y a pas eu de mouvements au cours de l'exercice.

4.12. Provisions pour risques et charges

4.12.1. Récapitulatif

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

en K€	31/03/2016	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprise non utilisées	31/03/2017
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	1 095	14	290	27		1 372
Provisions pour grandes révisions						
Provisions pour restructuration						
Provisions pour litiges	324	-30	83	88		290
Provisions pour impôts						
Autres provisions pour risques et charges	161	1	7	111		58
Ecart d'acquisition négatifs						
Provisions impôts différés passif	297			97		200
Total	1 877	-15	381	323		1 920

- (1) L'impôt différé passif provient essentiellement de la dette d'impôt sur les valeurs des constructions de La Garance.
- (2) Total dotation = 381 K€, dont 78 K€ en exploitation et 303 K€ en exceptionnel ;
- (3) Total reprise = 323 K€, dont 97 K€ d'impôts différés, 133 K€ en exploitation et 92 K€ en exceptionnel.

Elles sont composées essentiellement de provisions pour indemnité départ à la retraite et de provisions pour risque.

4.12.2. Indemnités de départ à la retraite et prestations assimilées

Concernant les régimes à cotisations définies, le groupe verse des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux chargés des régimes de retraite et de prévoyance.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés conformément à la recommandation ANC n°2013-02 « Engagements de retraite et avantages similaires » en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Les hypothèses d'évaluation sont les suivantes :

- Age de départ à la retraite : 67 ans plafonné à 60 ans pour les sociétés africaines ;
- Turn-over : estimé en fonction des statistiques de sorties de la DARES pour le secteur d'activité le plus proche ;
- Table de mortalité : INSEE TD 2004/2006 ;
- Taux actualisation :
 - 1.80 % pour les sociétés françaises clôturant au 31/12/2016 ;
 - 1.56 % pour les sociétés françaises clôturant au 31/03/2017 ;
 - 5.82 % pour les sociétés africaines ;
- Taux augmentation salaires : 1.5 % ;
- Convention collective : convention propre à chaque entité.

4.13. Emprunts et dettes financières

4.13.1. Nature et échéances des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

en K€	31/03/2016	31/03/2017	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 780	11 546	2 320	8 329	897
Emprunts issus de location-financement					
Total emprunts auprès des établissements et location financement	10 780	11 546	2 320	8 329	897
Dettes participation salariés					
Dettes financières diverses	208	149	149		
Total emprunts et dettes financières diverses	208	149	149		
Concours bancaires courants	3 076	1 526	1 526		
Intérêts courus	8	67	67		
Total concours bancaires courants et intérêts courus	3 084	1 593	1 593		
Total emprunts et dettes financières	14 071	13 288	4 062	8 329	897

4.13.2. Variation des emprunts et dettes financières

en K€	31/03/2016	Mouvement de périmètre	Augmentation	Diminution	31/03/2017
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 780	-507	3 033	1 760	11 546
Emprunts issus de location-financement					
Total emprunts auprès des établissements et location financement	10 780	-507	3 033	1 760	11 546
Dettes participation salariés					
Dettes financières diverses	208	-76	56	38	150
Total emprunts et dettes financières diverses	208	-76	56	38	150
Concours bancaires courants	3 076	-1 461		89	1 526
Intérêts courus	8	0	60	2	67
Total concours bancaires courants et intérêts courus	3 084	-1 461	60	91	1 592
Total	14 071	-2 044	3 149	1 889	13 288

4.14. Fournisseurs et autres dettes

Les autres passifs à court terme comprennent les éléments suivants :

en K€	31/03/2016	31/03/2017	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Fournisseurs	10 172	15 116	15 116	0	0

en K€	31/03/2016	31/03/2017	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Avances et acomptes reçus sur commande	253	550	550	0	0
Dettes fiscales et sociales	9 453	10 114	10 114	0	0
Fournisseurs d'immobilisation	80	80	80	0	0
Comptes-courants créditeurs	227	572	572	0	0
Dettes diverses	111	202	201	2	0
Produits constatés d'avance	10 067	9 903	9 903	0	0
Total	20 191	21 421	21 420	2	0

5. Postes du compte de résultat

5.1. Ventilation du chiffre d'affaires

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Holdings	7	97
SCI	222	92
Sociétés Activité France	41 754	35 858
Sociétés Activité International	54 002	53 886
	95 986	89 933

5.2. Autres produits d'exploitation

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Reprises amortissements et provisions d'exploitation	457	440
Subventions d'exploitation	0	0
Autres produits d'exploitation	36	90
Transferts de charges d'exploitation	407	301
Production stockée et immobilisée	279	591
Total	1 180	1 421

5.3. Achats consommés

Le montant des achats consommés peut être détaillé de la manière suivante :

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Achats de sous traitance	9 887	9 011
Achats non stocks, matériels et fournitures	662	655
Achats de marchandises et variation de stocks	31 599	29 447
Total	42 148	39 113

5.4. Autres charges d'exploitation

Le montant des autres charges d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Autres achats et charges externes	18 348	18 026
Autres charges	188	53
Total	18 536	18 080

5.5. Charges de personnel

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Rémunération de personnel	20 337	18 395
Charges sociales	7 946	7 191
Participation des salariés	296	0
Total	28 580	25 586

5.6. Dotations aux amortissements et provisions

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions figurant en résultat d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Dotations aux amortissements d'exploitation et charges à répartir	892	1 069
Dotations aux amortissement sur location financement	17	17
Dotations aux provisions d'exploitation	764	305
Total DAP exploitation	1 673	1 391

5.7. Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Produits financiers		
Autres produits de participation	0	
Revenus des créances et valeurs mobilières de placement	0	0
Gains de change	44	4
Reprises sur provisions et transferts de charges		64
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	7	
Autres produits financiers	35	30
Total Produits financiers	86	98
Charges financières		
Dotations aux provisions		36
Intérêts et charges assimilées	387	542
Pertes de change	20	8
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Autres charges financières	10	-10
Total Charges financières	417	575
Résultat financier	-331	-477

5.8. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose de la manière suivante :

en K€	31/03/2017	31/03/2016
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	917	20
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	0	3
Produits de cession d'éléments d'actifs incorporels		
Produits de cession d'éléments d'actifs corporels	191	24
Produits de cession d'éléments d'actifs financiers	2 211	6
Autres produits exceptionnels		
Reprises de provisions exceptionnelles	92	111
Transferts de charges exceptionnelles	39	
Total Produits exceptionnels	3 451	164
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	106	176
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	100	
VNC des immobilisations incorporelles cédées	1	
VNC des immobilisations corporelles cédées	102	41
VNC des immobilisations financières cédées	1 197	
Autres charges exceptionnelles	0	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	1 430	33
Total Charges exceptionnelles	2 935	249
Résultat exceptionnel	515	-85

Les produits de cession d'éléments d'actifs financiers s'élevant à 2 211 K€ correspondent aux cessions des titres consolidés de DE VIRIS et de TCA.

La VNC des immobilisations financières cédées s'élevant à 1 197 K€ se décompose comme suit :

- VNC des titres consolidés cédés dans le cadre des opérations sur les titres TCA et DE VIRIS : 1 176 K€ ;
- VNC diverses liées à des cessions de titres immobilisés non consolidés : 21 K€.

Les dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions comprennent les dépréciations des écarts d'acquisition pour 1 142 K€.